

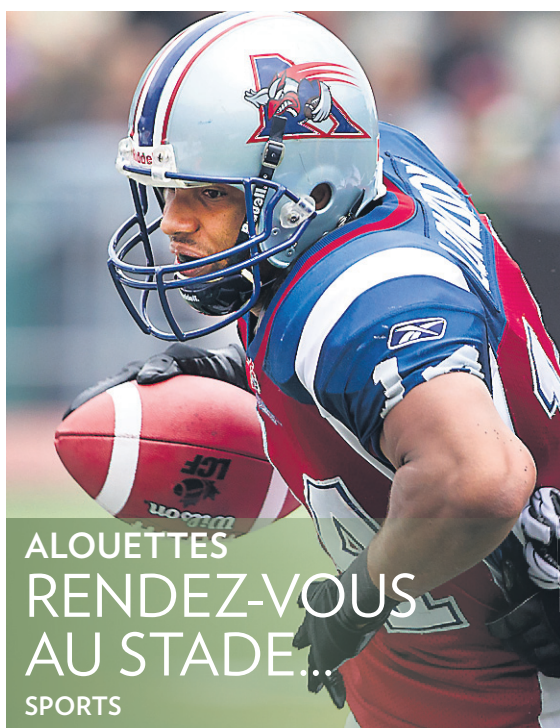


Après une nuit sous la tente, une jeune militante prenait une collation, hier, au centre-ville de Toronto.

OCCUPATION MONDE

Montréal et Toronto emboîtent le pas au mouvement Occupy Wall Street. PAGE A6 ET LA PRESSE AFFAIRES

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE



ALOUETTES
RENDEZ-VOUS
AU STADE...
SPORTS

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

LE PLAN DIRECTEUR

Pas facile d'être responsable d'une école secondaire. PAGES A2 ET A3



Jean-François Bouchard, directeur de l'école secondaire Henri-Bourassa.

UN DUEL AUDACIEUX

AUTO



PHOTO FOURNIE PAR AUDI

PORTFOLIO LA SÉCURITÉ DES ENTREPRISES

LA PRESSE AFFAIRES



Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
« Si je me fais renvoyer d'Occupation Double, je vais m'inscrire à Occupons Montréal. »
— Un douchebag

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

SARKOZY A DE LA COMPAGNIE

François Hollande remporte la primaire du Parti socialiste et se mesurera à l'actuel président français lors de l'élection présidentielle en 2012.

MARC THIBODEAU À PARIS PAGE A14

RIO TINTO USINES À VENDRE

La société souhaite se départir du tiers de la capacité de production de sa division Alcan pour se concentrer sur ses usines les plus rentables, dont celles du Saguenay.

PAGE A10

NOS CHRONIQUEURS

OCCUPY LAVAL
YVES BOISVERT PAGE A5

C'EST LUNDI, ON JASE...

PHILIPPE CANTIN
SPORTS



SCÈNES D'HORREUR À VEGAS

Le pilote britannique Dan Wheldon, gagnant des 500 milles d'Indianapolis, a perdu la vie dans un carambolage d'une rare violence au Indy 300.

SPORTS

PHOTO REUTERS

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !

LERENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
une exclusivité cyberpresse.ca

Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE, Selon les règles de la RAMQ.
Une évaluation est requise par l'audioprothésiste pour le choix du modèle de prothèse auditive.

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est
Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby, Cowansville - 1 800 422-6181

Laflamme & ASSOCIÉS
AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution
514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

PROFESSION DIRECTEUR D'ÉCOLE SECONDAIRE

AU CŒUR DE L'ACTION

Le rôle de directeur est souvent négligé, dévalorisé, mais essentiel dans une école. Dans le cadre de la première édition de la Semaine des directions d'établissements d'enseignement, nous avons passé une journée avec **Jean-François Bouchard**, directeur de l'école secondaire Henri-Bourassa, un établissement de 2100 élèves au cœur de Montréal-Nord.



Lorsque les élèves commencent à envahir l'école, Jean-François Bouchard aime se joindre à eux dans l'agora. Avec un groupe de jeunes, il regarde un match de baby-foot.

PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE

PASCALLE BRETON

8 h 10

L'agora de l'école commence à résonner des conversations de centaines d'élèves qui envahissent les lieux, encore plus ou moins réveillés.

Une tasse de café à la main, une galette d'avoine dans l'autre, Jean-François Bouchard circule parmi les groupes. Il prend des nouvelles d'un élève, se joint à un groupe de jeunes qui regarde une partie de baby-foot, fait signe à un autre élève d'enlever sa casquette dans l'école.

« J'essaie de connaître mes élèves. [...] Je m'investis personnellement. J'ai besoin de ce contact », explique M. Bouchard, tout en parcourant le corridor jusqu'à son bureau.

Sur l'écran de son ordinateur, les nouveaux courriels s'accumulent. Il les parcourt rapidement pour répondre aux plus urgents.

Il essaie de tout régler au fur et à mesure. Il se pointe d'ailleurs au boulot vers 7 h le matin, profitant ainsi d'une heure de travail dans le calme avant l'arrivée du personnel et des élèves.

9 h 00

M. Bouchard va faire un tour sur les étages. « J'incite mon équipe de direction à 'marcher' leur école », lance-t-il. Pour lui, c'est une façon de régler des problèmes de façon informelle, de faire passer des messages et de montrer qu'il est présent.

Il croise une élève qui arrive en retard. « Je devais régler des papiers avec ma mère », dit-elle. Dans l'après-midi, un appel téléphonique

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 14	Loteries	A 10
Astrologie du jour	AFFAIRES 12	Monde	A 14-15
Décès	AFFAIRES 12	Personnalité	ARTS 6
Forum	A 16-17	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 11
Horaire télévision	ARTS 4	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Nuageux avec averses isolées en après-midi, maximum 13, minimum 7. AFFAIRES 11

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

GP
GIRARD-PERREGAUX
CELEBRATING 220 YEARS



VINTAGE 1945

Boîtier en or rose, cadran émail, fond saphir,
Mouvement mécanique à remontage automatique Girard-Perregaux.
Heures et minutes décentrées, indicateur de réserve de marche,
date et petite seconde.

Disponible exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

www.girard-perregaux.com

« J'essaie de connaître mes élèves. [...] Je m'investis personnellement. J'ai besoin de ce contact. » — Jean-François Bouchard

Voilà 10 ans qu'il est dans l'école. Cinq ans d'abord comme adjoint, puis cinq ans comme directeur. Son leitmotiv: élèves et enseignants doivent avoir du plaisir à l'école.

8 h 20

« Pis? » Tous les matins, vers la même heure, M. Bouchard questionne sa secrétaire. Un petit mot lourd de sens. Combien d'enseignants sont malades, en formation ou tout simplement absents aujourd'hui?

S'il y en a plusieurs, l'équipe de direction est sur ses gardes. « Si mes enseignants de deuxième secondaire sont en formation, par exemple, je sais que ça risque d'être rock 'n' roll dans les classes. »

Les adjoints se promènent alors discrètement sur l'étage, pendant les cours, pour s'assurer que les suppléants maîtrisent la situation.

Quand l'absence est prolongée, ça se complique. Un enseignant de mathématiques de cinquième secondaire est justement en convalescence pour quelques semaines.

La direction doit le remplacer, et vite. En cinquième secondaire, il n'y a que le premier bulletin qui est pris en compte pour l'admission au cégep. Les élèves sont inquiets.

De retour à son bureau, M. Bouchard jette un œil sur la pile qui l'attend. « J'haïs les chemises rouges », dit-il à la blague. Les chemises rouges contiennent tout ce qui n'est pas encore fait: dossiers à régler, documents à signer, lettres à réviser.

lui apprendra en fait que cette famille a des problèmes avec l'immigration.

Un autre élève attend, tête baissée, dans le corridor. Un jeune sur la pente descendante que l'école essaie d'encadrer. « Je t'ai à l'œil », lui dit-il gentiment.

Il revient à son bureau et retourne quelques appels prioritaires, vérifie encore ses courriels. Tout est réglé au quart de tour. En moins d'une minute, il règle un dossier et passe au suivant.

10 h 05

L'un de ses adjoints l'intercepte. Il vient d'avoir une longue rencontre avec la mère d'un élève et veut l'informer de la situation « Mes adjoints, ce sont mes pare-feux », lance M. Bouchard.

À la source du problème, une différence culturelle qui a choqué la mère, immigrante, et qui menaçait de prendre une ampleur démesurée. L'adjoint a calmé le jeu.

Deux policiers communautaires passent la tête dans l'embrasure de la porte. « Vous m'avez fait peur », lance M. Bouchard. C'est une visite de courtoisie. La situation est calme aujourd'hui.

M. Bouchard jette un œil sur son agenda. Entre les réunions et les rendez-vous, l'horaire est plein. Il faut « compartimenter » les dossiers à régler, explique-t-il.

Le visage de cette école défavorisée a bien changé au fil des ans. Pour chaque dollar investi en sport, la direction investit un dollar en culture. Les projets foisonnent. Les

PROFESSION DIRECTEUR D'ÉCOLE SECONDAIRE



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Un directeur doit « marcher son école », être présent pour les élèves et le personnel, croit Jean-François Bouchard.

enseignants, dynamiques, sont souvent sollicités pour participer à des projets pilotes.

« Je suis la résultante du travail qui se fait dans l'école. Je fais juste permettre que ça se produise. Ce sont eux qui font le travail », dit M. Bouchard. Il reconnaît toutefois que les demandes du ministère de l'Éducation sont nombreuses et parfois difficiles à suivre: nouveau bulletin, réforme, conventions de gestion, projets divers.

« Ça peut être effrayant de voir tout ce qui arrive d'en haut et comment il faut le déployer dans nos écoles. »

projet, obtenir une approbation. Le téléphone sonne. C'est une mère mécontente parce que sa fille n'est plus suivie depuis que la psychologue a quitté l'école.

Le directeur tend l'oreille, apaise les craintes, mais reste démuni. « Que puis-je faire? C'est dur de trouver des psychologues qui veulent travailler dans le milieu de l'éducation », soupire-t-il.

Difficile, le travail de directeur? Très enrichissant, répond plutôt M. Bouchard. « Mais c'est vrai que plusieurs me disent carrément qu'ils ne feraient jamais ma job. » Il fait une pause. « Je trouve important le rôle qu'on

« Je trouve important le rôle qu'on occupe et souvent, on n'est pas valorisé à notre juste valeur. On est aussi des acteurs importants du développement pédagogique dans les écoles. Je pense que j'ai aussi un rôle à jouer dans le succès des élèves. »

— Jean-François Bouchard

Vers 11 h 00

La cloche sonne la période du midi. M. Bouchard se promène à la cafétéria. Les jeunes font la file. Plus de 600 bénéficient d'une mesure alimentaire. « Pour certains, c'est le seul repas de la journée », lance M. Bouchard en saluant quelques-uns d'entre eux.

Il va faire un tour vers les casiers. Quelques élèves se bousculent en riant, mais ça n'ira pas plus loin. Six agents de sécurité veillent. « On est quand même vigilant. Quand il y a un mouvement de masse, c'est souvent ici que ça commence. Les élèves se mettent à cogner dans les casiers. »

M. Bouchard se dirige vers le local des enseignants. Un comité a été mis sur pied avec l'école Jules-Vernes, à côté, afin de faciliter le passage des élèves du primaire vers le secondaire.

Il offre un lunch aux enseignants travaillant sur le comité afin de les remercier. L'ambiance est bon enfant. À un bout de la table, il se joint à quelques enseignants qui discutent du pool de hockey, dont il fait aussi partie.

13 h 00

Il revient à grandes enjambées vers son bureau. Il doit rencontrer une candidate pour le poste de suppléance qu'il doit pourvoir pour le cours de mathématiques. Elle l'attend déjà.

L'entrevue dure une quinzaine de minutes. Il doit rencontrer encore d'autres candidats.

Sitôt qu'il rouvre la porte de son bureau, M. Bouchard est sollicité par ses adjoints, des enseignants et du personnel de l'école. Chacun défile pour régler une question, soumettre un

occupe et souvent, on n'est pas valorisé à notre juste valeur. On est aussi des acteurs importants du développement pédagogique dans les écoles. Je pense que j'ai aussi un rôle à jouer dans le succès des élèves. »

Pour y arriver, l'apport de son équipe de direction, composée de six adjoints, est primordial. « Sans eux, ça ne fonctionnerait pas », dit-il.

Son visage prend un aspect songeur. La relève est difficile à trouver. Des adjoints expérimentés et formés comme ceux de l'école Henri-Bourassa risquent à tout moment d'être recrutés pour devenir directeurs. « J'en ai trois qui sont 'ministrables'. Je sais que rapidement, je vais devoir les remplacer », s'inquiète M. Bouchard.

14 h 30

Il se lève d'un bond et sort dans le corridor. Il doit parler à une enseignante. Il préfère de loin le contact humain aux courriels.

Il reconnaît être un peu hyperactif. « Je ne représente pas tous les directeurs d'école, mais je suis le reflet du travail qu'on a à faire. »

Tout en marchant, il est attentif à ceux qui traînent hors des salles de classe. Un directeur doit avoir un *pifomètre*, croit-il. « C'est comme du pop-corn une école en milieu défavorisé. Tu ne sais jamais ce qui va se passer. »

Vers 15 h 20, quand la cloche sonne, il va à l'extérieur. Ses adjoints sont là, de même que des agents de sécurité. Une présence adulte calme les esprits, croit M. Bouchard.

Lorsque la majorité des élèves a quitté le terrain de l'école, il retourne à son bureau. S'il n'a pas de réunion à l'horaire, il règle quelques dossiers avant de quitter, vers 18 h.

VALORISER UNE PROFESSION MÉCONNUE

PASCAL BRETON

Les directions d'école s'inquiètent. La relève est de plus en plus difficile à trouver et la profession est dévalorisée. Les conditions de travail n'y sont pas étrangères.

Le directeur doit être à la fois un leader pédagogique pour son école et un bon gestionnaire. Ses tâches sont complexes et ses heures de travail, souvent très longues.

La première Semaine des directions d'établissements d'enseignement vise à revaloriser la profession. Elle est organisée conjointement par l'Association montréalaise des directions d'établissements scolaires (AMDES) et l'Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE).

Elle survient au moment où les directions d'école négocient avec Québec en vue du renouvellement de leur convention de travail.

Le salaire, particulièrement le maintien salarial en cas de baisse des effectifs, figure au cœur des enjeux.

Le mince écart salarial entre un enseignant et un directeur adjoint, qui seraient tous deux au sommet de l'échelle, n'encourage pas les futurs candidats à se présenter. C'est un problème.

« Non seulement il n'y a pas un grand écart, mais ce qui nous inquiète, c'est que l'écart se réduit de plus en plus. (...) Entre 2001 et 2009, il y a eu une diminution de 50 % de l'écart », explique le président de l'AMDES, Gaétan Nault.

Résultat, la relève n'est pas au rendez-vous. Les commissions scolaires ont pour la plupart épuisé la liste des candidats qui ont réussi les concours. Certaines doivent rappeler des directeurs à la retraite.

La priorité est de revaloriser la profession pour attirer une relève, croit la présidente de l'AQPDE, Danielle Boucher. « Pour attirer plus de candidatures, la première chose à faire avant de revendiquer est surtout de faire connaître. »

Desjardins & metro

Desjardins & Cie

Metro et plus de 220 de ses marchands font confiance aux services automatisés de Desjardins.

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com/entreprises



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

Occupy Laval



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Gilles Vaillancourt est le Muhammad Ali de la politique municipale. On le frappe, on le frappe, on le frappe... Il reste debout.

Les adversaires s'épuisent. L'an dernier, Radio-Canada a révélé qu'il a offert des enveloppes d'argent à deux candidats aux élections provinciales. Une tentative en 1993 avec le péquiste Serge Ménard, une autre en 2002, avec le libéral Vincent Auclair. «Ils inventent des choses!» a-t-il répliqué, niant n'avoir jamais rien offert d'autre que des dépliants et des vœux de bonne chance.

Il menaçait de les poursuivre. Une enquête de la Sûreté du Québec a été ouverte pour «tentative de corruption». On n'en connaît pas l'état.

Jean Charest l'a indirectement traité de menteur en disant qu'il croyait M. Auclair. Pauline Marois a réclamé son départ. Les députés libéraux de Laval aussi.

Amir Khadir n'allait pas être en reste: «Je crois que le maire de Laval est un maire aux pratiques douteuses»,

a-t-il dit, ajoutant en se frottant les mains: «J'espère qu'il fera l'erreur de nous poursuivre tous.»

Des maires ne veulent plus siéger sur les organismes municipaux tant qu'il y sera.

favoritisme éhonté frappe Laval, il fait le dos rond, le temps que le vent de l'oubli balaie tout ça...

Vendredi, en fin de journée, on apprend que le maire de Laval ne poursuivra pas M.M. Auclair et Ménard.

Ce serait un combat long et coûteux, dit-il dans un communiqué.

Et d'ajouter, pompeux comme un restaurant à colonnes du boulevard Saint-Martin:

«Il n'y aura donc pas de procès, mais l'histoire les jugera.»

procèdent plus rapidement qu'à peu près tous les autres. Un an, deux ans tout au plus. L'affaire n'aurait donc pas été longue du tout.

Ensuite, elle est particulièrement simple et circonscrite: deux événements de quelques minutes.

Trois témoins directs. Vrai ou faux? Pas besoin d'expert en graphologie, d'actuaire ou de psychiatres.

Y a-t-il un enregistrement? Ah non, c'est vrai, dans les années 90, il faisait balayer chaque semaine l'hôtel de ville

Et puis, ces déclarations de M.M. Ménard et Auclair n'ont été suivies d'aucune autre révélation vraiment dommageable.

Seulement le train-train des contrats donnés aux mêmes professionnels, aux mêmes firmes de construction, la ronde des terrains humides remblayés illégalement, les terrains qui vont et qui viennent, l'argent public qui sert à payer les dépenses partisanes du parti au pouvoir par millions...

Bref, tout ce fumier pelleté à la petite semaine par les médias, sur lequel pousse la vie politique lavalloise.

Trop de politiciens passés et présents ont trop peur de Gilles Vaillancourt pour qu'il soit menacé.

Et puis, franchement, est-ce que quelqu'un en a quoi que ce soit à cirer?

Il restera quelques loustics pour aller camper devant la mairie, comme une candidate qui s'opposait à Gilles Vaillancourt, et qui demandait simplement un débat public, en 1997.

Ou cet autre candidat qui a fait une grève de la faim d'un mois, en 2005, pour «chasser Gilles Vaillancourt».

On ne peut pas appeler cela *Occupy Laval*, mettons...

Peut-être quelqu'un a-t-il dit au maire à vie de Laval ce que plein de gens pensent, moi le premier: aucun juge ne croirait Gilles Vaillancourt. Ce serait une humiliation publique qui nécessiterait des explications. Il n'aime pas s'expliquer.

Que reste-t-il à dire qui n'a pas été dit de mal sur Gilles Vaillancourt?

Pas grand-chose.

Et pourtant il est là, inamovible.

Ooooh! L'Histoire, mesdames et messieurs!

Oui, ce sera sûrement l'objet d'un chapitre dans l'Histoire de Laval en cinq tomes qu'un jour un brave historien écrira...

de Laval, pour voir si l'on y cachait des micros.

Peut-être quelqu'un a-t-il dit au maire à vie de Laval ce que plein de gens pensent, moi le premier: aucun juge ne croirait Gilles Vaillancourt. Ce serait une humiliation publique qui nécessiterait des explications. Il n'aime pas s'expliquer.

Mieux vaut un hypothétique jugement de l'Histoire qu'un coup de pied au cul de la justice.

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

VIH ET HÉPATITE

Risque de contamination pour 6800 patients à Ottawa

GUILLAUME ST-PIERRE
LE DROIT

Près de 6800 clients d'une clinique médicale d'Ottawa recevront cette semaine une lettre de la part de Santé publique Ottawa les avisant qu'il y a un léger risque qu'elles aient contracté le virus de l'hépatite ou le VIH.

Pour le moment, il est impossible de savoir de quelle clinique non hospitalière – précise-t-on – il s'agit. Selon les informations disponibles, environ 6800 personnes pourraient avoir été infectées par l'hépatite B, l'hépatite C ou le VIH sur une période de 10 ans.

Santé publique Ottawa a souligné en conférence de presse samedi que «des lacunes» dans l'application des mesures de contrôle et de prévention des infections ont été observées dans la clinique fautive à la suite d'une enquête menée par des spécialistes.

Il n'y aurait plus de risque de contagion dans l'immédiat, souligne l'organisation, puisque l'établissement visé ne pratique plus les interventions en question depuis juin. Il a fallu à l'organisme plusieurs mois pour arriver à une liste exhaustive de patients, car plusieurs d'entre eux provenaient de l'extérieur de la région.

La missive en question invitera notamment leurs destinataires à contacter leur médecin de famille et à prévoir un test sanguin.

Faible risque

Les représentants de l'organisation ont précisé qu'il y avait «moins d'une chance sur un million» que les personnes visées soient contaminées par l'hépatite. Dans le cas du VIH, ce risque tombe à «moins d'une chance sur trois milliards.»

À ce jour, Santé publique Ottawa n'a recensé aucun cas de contamination.

Santé publique Ottawa n'a pas donné de détails sur la manière dont les gens auraient été contaminés, mais a promis d'en dire davantage dans les prochains jours. Il pourrait s'agir d'instruments mal stérilisés ou de manquements au code d'hygiène.



Modèle illustré : Legacy 2.5GT 2011

LEGACY 2.5i 2011

Location à partir de

299\$

par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION[§] :

- Comptant exigé : 504,52 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 932,51 \$ (taxes incluses)

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués
24 000 km/année
km excédentaires
0,10 \$/km



De série sur la Legacy 2011

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Lève-glaces électriques
- Coussins gonflables frontaux et latéraux aux places avant
- Système de contrôle de la dynamique du véhicule
- Vaste aire de chargement
- Freins ABS



Forester, Legacy et Outback disponibles en version PZEV. Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis. subaru-pzev.ca



MEILLEURE VOITURE INTERMÉDIAIRE LEGACY 2011

Meilleur choix sécurité[†]
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
Legacy 2011

Plus de 1000 km avec un plein[‡]
Rendement énergétique (l/100 km) :
Ville 9,1 ROUTE 6,4 (CVT Lineartronic)
Indice d'octane recommandé : 87



Confiance et évolution

Japonais et plus encore! www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

LACHUTE SUBARU BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU

SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES

SUBARU BROSSARD BROSSARD



§ À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TOCI. † Il est possible de parcourir jusqu'à 1 094 km avec un seul plein de carburant selon les cotes de consommation de carburant établies par Ressources naturelles Canada de 6,4 l/100 km (route) pour une Subaru Legacy 2011 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 70 litres. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite du conducteur et la charge du véhicule. ‡ Prix valeurs résiduelles 2011 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. † Mention «Meilleur choix sécurité» pour tous les modèles 2011. Une cote «Bonne» constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (64 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (49,8 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote «Bonne» aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction «Meilleur choix sécurité». Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 31 octobre 2011.

ACTUALITÉS

Prêts à « s'indigner » jusqu'en janvier

Le mouvement mondial contre les dérives du capitalisme s'implante au Square Victoria

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
ET VALÉRIE SIMARD

À l'instar d'Occupy Wall Street, à New York, le mouvement Occupons Montréal lancé samedi compte s'enraciner dans le centre-ville. Les « indignés » dénonçant les dérives du capitalisme s'organisent peu à peu et prévoient rester aussi longtemps que la météo le leur permettra. Ou que les policiers les délogent.

« À voir comment on est organisés, ça pourrait durer jusqu'à ce qu'il y ait trop de neige ou qu'il fasse trop froid pour qu'on puisse rester. On pourrait être là jusqu'en janvier », évalue Alastriona Nesbitt, l'une des centaines d'« indignés » rassemblés depuis samedi au Square Victoria.

Avec tout le va-et-vient et la noirceur, difficile hier soir d'évaluer la foule réunie à deux pas de la place de la Bourse de Montréal. *La Presse* a compté plus d'une centaine de tentes, hier soir. Tout au long de la soirée, de nouveaux abris poussaient dans le parc qui commençait à manquer d'espace où planter de nouveaux piquets.

Loin de se laisser décourager par le temps maussade du week-end, les « indignés » se sont peu à peu organisés. Un coin-cuisine a été aménagé sous une grande bâche, des repas chauds étant servis. Dans un autre coin, des vêtements



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Une centaine de tentes ont pris racine en fin de semaine au Square Victoria, à Montréal. Les « indignés » comptent rester jusqu'aux grands froids pour protester contre les scandales provoqués par les puissants de ce monde.

chauds et de l'équipement de camping ont été entassés, prêts à servir pour accueillir de nouveaux militants. La Ville de Montréal a même livré trois bacs de recyclage à la demande d'un jeune militant. Un groupe tentera aujourd'hui d'installer un serveur pour rendre internet accessible aux « résidents » de ce village improvisé. D'autres

cherchent à installer un groupe électrogène, les câbles électriques utilisés samedi ayant mystérieusement cessé de fonctionner dans la nuit de samedi à hier.

« C'est bien organisé, il y a des assemblées générales chaque jour. Il y a des poubelles, du recyclage, du compostage. C'est fait pour ne pas que ce soit

le chaos, on essaye vraiment de respecter les lieux. On a des règlements, des ententes pour que ça reste bien », explique Alastriona Nesbitt.

Samedi soir, les militants ont voté pour que les tambours rythmant les journées se taisent à 23 h, en conformité avec la réglementation municipale sur le bruit. On essaie ainsi d'éviter

de donner des raisons aux policiers de les expulser.

Le règlement municipal interdisant de se trouver dans un parc la nuit ne s'applique pas au Square Victoria, considéré comme une place publique. En théorie, les manifestants ne peuvent toutefois pas y piquer leur tente sans permis, mais le Service de police de la Ville de Montréal ne comptait pas intervenir.

« Le gros test, ça va être [aujourd'hui]. Les hommes d'affaires vont être revenus, donc le quartier va retrouver sa faune. En même temps, il y en a beaucoup ici qui sont aux études, alors on va être moins nombreux ici », anticipe Alastriona Nesbitt. Certains militants espèrent que la semaine de lecture prévue dans certaines universités la semaine prochaine permettra de gonfler leurs rangs alors que des milliers d'étudiants seront en pause.

D'ici là, plusieurs se disent prêts à tenir le fort. « J'ai pris une semaine de vacances, donc si tout va bien, je serai ici jusqu'en fin de semaine prochaine, a assuré Frédéric Carmel, un homme de 25 ans qui travaille en administration. Je pourrais même rester encore plus longtemps. »

Samedi, Arthur Collin installait sa tente sur la place et considérait y passer la nuit en compagnie de sa conjointe et de ses deux enfants, âgés de 1 et de 4 ans. « Pourquoi sommes-nous ici? », a-t-il demandé à son fils. « Pour faire la révolution », a répondu celui-ci.

Occupation planétaire

Montréal n'est pas la seule ville où le mouvement d'occupation semblait vouloir prendre racine, à l'instar de New York où des militants campent depuis un mois. Des campements ont vu le jour en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Le mouvement de contestation a atteint un sommet samedi alors que des occupations ont été recensées dans 951 villes de 82 pays, selon le réseau 15october.net. Au Canada, des manifestations se sont tenues dans une douzaine de villes, dont Ottawa, Calgary et Vancouver. Le plus important rassemblement, Occupy Bay Street, a eu lieu à Toronto, où plus de 3000 personnes se sont réunies devant le siège social de la Banque TD avant de marcher jusqu'à un parc situé à proximité.

Des dizaines de milliers d'« indignés » sont retournés dans les rues du centre de Madrid où le mouvement d'indignation a pris naissance, le printemps dernier. À Rome, la violence a éclaté en marge de la manifestation qui a réuni des dizaines de milliers de personnes. Soixante-dix personnes ont été blessées. À Londres, des heurts mineurs avec la police se sont produits à la mi-journée. Huit cents « indignés » se sont rassemblés dans la City et ont reçu le renfort inattendu du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange.

Vingt-quatre personnes ont été interpellées à New York à l'intérieur et à l'extérieur d'une agence de la City Bank, située dans le sud de Manhattan, lors d'une manifestation tenue par Occupy Wall Street. La vague de protestation a également gagné Sydney et Melbourne, en Australie, ainsi que Tokyo, au Japon.

— Avec PC et AFP

✚ « ET L'AUTRE 98%? », L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE EN PAGE A16

VOTRE VOYAGE
COMMENCE

ICI

GUY RICHER
ANIMATEURSALON INTERNATIONAL
TOURISME VOYAGES21, 22 et 23 octobre
PLACE BONAVENTURE23^e
ÉDITION

Plus de 100 pays !

- > Une multitude de destinations exotiques;
- > Plus de 200 conférences sur 3 jours réparties dans 8 salles;
- > Spectacles internationaux à la Place d'animation;
- > De nombreux prix à gagner dont 2 voyages d'une semaine chacun pour 2 personnes au Club Med Les Boucaniers en Martinique. Une valeur de 6000\$ chacun.

PARTENAIRES

Complice de votre évasion
INCURSION
VOYAGES

LA PRESSE

salontourismevoyages.com

Achetez vos billets EN LIGNE
dès maintenant et

ÉCONOMISEZ 3\$

Gracieuseté de

CONSULADO GENERAL
DE LA REPUBLICA ARGENTINA
- MONTRÉALÉLECTIONS NATIONALES
EN LA RÉPUBLIQUE
ARGENTINELe Consulat général de la République
Argentine sera ouvert lors des élections
nationales qui auront lieu le dimanche
23 octobre 2011.

Les citoyens argentins pourront :

- voter volontairement, s'ils sont inscrits à la liste électorale pour voter à Montréal (www.electoral.gob.ar);
- se présenter pour la démarche obligatoire de justifier la non-émission de leur vote, si la dernière adresse dans leur document argentin (D.N.I., L.E. ou L.C.) est celle de l'Argentine.

Horaire pour voter et pour justifier la non-
émission du vote : de 8 h à 18 h.
Adresse : 2000, rue Peel, bureau 600,
Montréal.Renseignements :
de lundi à vendredi, de 9 h 30 à 12 h 30,
au 514 842-6582, poste 0.

Les grands idéaux et les petites cases



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

Dans un monde idéal, il y aurait des Maisons bleues dans toutes les communautés. C'est ce que je me suis dit après une semaine de reportage au sein de cet organisme montréalais inspirant qui fait des merveilles auprès de familles défavorisées des quartiers Côte-des-Neiges et Parc-Extension.

Comme je le racontais dans un reportage publié samedi, la Maison bleue, fondée en 2007 par la D^{re} Vania Jimenez et sa fille Amélie Sigouin, permet de sortir de l'isolement des femmes enceintes vulnérables et de veiller à ce que leurs enfants puissent naître et grandir dans les meilleures conditions possibles. On y arrive en recréant autour des mamans un village semblable à celui mis sur pied par le D^r Gilles Julien pour des enfants défavorisés. Un village où on trouve, sous un même toit, des médecins, une sage-femme, une infirmière, une éducatrice, une travailleuse sociale, une psychoéducatrice... Au-delà du simple suivi de grossesse, on y accomplit ainsi de façon remarquable une mission essentielle qui permet de conjurer le sort de bien des familles.

Quand la D^{re} Jimenez, elle-même médecin accoucheuse, et sa fille Amélie, qui est éducatrice, sont venues présenter leur idée au directeur du CSSS de la Montagne, il y a vu à la fois un projet innovateur et un casse-tête gigantesque. Car

la Maison bleue est une créature atypique qui ne cadre dans aucune petite case du ministère de la Santé et des Services sociaux. C'est ce qui fait sa force. « Mais c'est aussi notre plus grand défi », souligne Dominique Arsenault, responsable du financement à la Maison bleue.

La Maison bleue est une créature atypique qui ne cadre dans aucune petite case du ministère de la Santé et des Services sociaux. C'est ce qui fait sa force. « Mais c'est aussi notre plus grand défi », dit Dominique Arsenault, responsable du financement de l'organisme.

Même si l'excellent travail de l'organisme est de plus en plus connu et reconnu, son financement repose sur des fondements fragiles. Pour obtenir l'appui assuré de l'État, il ne suffit pas d'avoir une bonne idée et de grands idéaux. Car, au-delà des limites étroites de la petite case, aucun financement n'est garanti. « On doit faire des contorsions », me dit le directeur du CSSS, Marc Sougavinski. « Le montage financier est spectaculaire ».

Je vous épargne les détails techniques, mais en gros, il faut savoir que la structure administrative de la Maison Bleue en est un hybride. C'est un organisme sans but lucratif indépendant qui travaille en étroite collaboration avec le CSSS de la Montagne. C'est aussi un

organisme de charité. Les professionnels y sont rémunérés par le système public. Le reste est financé par des partenaires et des donateurs. Résultat: un genre de PPP philanthropique à statut précaire.

Pour le directeur du CSSS, le modèle inspirant de la Maison bleue allie le meilleur des deux mondes. « On a toute l'expertise du réseau public, les médecins et les autres professionnels. En même temps, le volet communautaire est très présent. » Pour venir en aide à des mères qui ont bien souvent vécu des histoires d'horreur, les employées de

Le ministre Yves Bolduc, présent lors de l'inauguration de la Maison bleue de Parc-Extension en mai dernier, a salué le travail des artisans de ce projet original. Il les a qualifiés de « missionnaires ». Son soutien s'est traduit cette année par une subvention de 70 000 \$ versée à l'OSBL. Mais seul le financement pour le travail des sages-femmes est récurrent, précise son attachée de presse, Natacha Joncas Boudreau. « C'est vraiment ce service qui rentre dans nos cases ».

Le contexte de restrictions budgétaires complique davantage les choses.

dire: investissez maintenant et dans 10 ans, vous récupèrerez votre mise. « Mais dans 10 ans, ce sera des personnes différentes, un ministre différent, un gouvernement différent », soumet M. Sougavinski. En d'autres mots, 2021 n'intéresse personne. Le système favorise la planification à courte vue. Voilà qui rend les petites cases encore plus étroites.

Cette culture de la petite case dans le système de la santé québécois semble difficile à ébranler, note Damien Contandriopoulos, professeur à l'Université de Montréal et chercheur à l'Institut de recherche en santé publique. « Si on veut qu'un système marche bien, il faut une certaine souplesse dans la capacité à permettre l'innovation, d'essayer de trouver des choses qui sont différentes et qui marchent bien et, une fois qu'on les trouve, de les reproduire ou au moins les faire fonctionner. Officiellement, on essaie de le faire. Mais en pratique, je pense que c'est de plus en plus freiné. »

Même si les assises de son financement demeurent fragiles, il y a tout de même de l'espoir pour la Maison bleue. Grâce au soutien de l'organisme Avenir d'enfants, qui relève du gouvernement du Québec et de la Fondation Lucie et André Chagnon, on y mènera une étude pour évaluer l'impact du projet et voir comment le modèle de périnatalité sociale pourrait faire des petits. Voilà qui permettra peut-être à la Maison bleue de placer ses bonnes idées et ses grands idéaux dans sa propre case, à part des autres.



Pour joindre notre chroniqueuse: rima.elkouri@lapresse.ca

0,25%*

TAUX DE LOCATION 25 MOIS

0\$

COMPTANT

+ 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS[†]
À L'ACHAT ET À LA LOCATION SUR TOUS LES MODÈLES ACURA 2012 EN INVENTAIRE

ACURA
DEVANT.



LES CÉLÉBRATIONS DU
VINGT-CINQUIÈME

acuraquebec.ca

TSX



TSX 2012 LOCATION 25 MOIS

469\$ / mois 0\$ comptant

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

TL



TL 2012 LOCATION 25 MOIS

579\$ / mois 0\$ comptant

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

RDX



RDX SH-AWD 2012 LOCATION 25 MOIS

599\$ / mois 0\$ comptant

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777



MONTRÉAL PLUS

Dézoning de terres agricoles

La MRC de L'Assomption déboutée

BRUNO BISSON

Des municipalités de la MRC de L'Assomption ont échoué une deuxième fois dans leur tentative d'agrandir leur périmètre urbain dans des terres zonées agricoles dont la superficie totale équivaut presque à celle du parc du mont Royal.

Le Tribunal administratif du Québec (TAQ) a maintenu, dans une décision rendue le 27 septembre dernier, le refus d'exclure de la zone agricole des terrains totalisant un peu plus de 175 hectares situés dans quatre des municipalités de la MRC, qui disent manquer d'espaces pour leur développement.

La MRC de L'Assomption contestait le jugement de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), rendu en juillet 2008, et portant sur des demandes d'exclusion de centaines de terrains situés en zone agricole, répartis dans neuf secteurs de la MRC sur

les territoires des villes de Repentigny, L'Assomption, Saint-Sulpice et L'Épiphanie.

Soumises à la CPTAQ en 2006 par la MRC de L'Assomption, ces demandes visaient à permettre aux quatre municipalités d'agrandir leurs périmètres urbains sur 257,8 hectares de terres agricoles.

et des superficies totalisant 12 hectares de terres agricoles.

Repentigny est la grande perdante de cette décision de la CPTAQ qui a rejeté toutes ses demandes d'exclusion touchant 144 hectares de terres. L'Épiphanie, qui demandait d'extraire huit hectares de la zone agricole, n'a rien obtenu non plus.

de zone agricole, celle-ci devenant une limite temporaire».

«Enfin, conclut la CPTAQ, considérer que les espaces dédiés au développement résidentiel et industriel dans la région métropolitaine ne sont pas convenables à la MRC de L'Assomption et qu'ils ne correspondent pas à ce que recherchent les familles en terme de coûts et de quie-

«Acquiescer à la demande de la MRC constituerait une invitation aux autres MRC et municipalités à poursuivre leur développement, sans souci de densification, et sans égards à la limite de zone agricole». — La Commission de protection du territoire agricole

Dans sa décision, la CPTAQ a fait partiellement droit aux demandes de la L'Assomption en autorisant l'exemption de près de 80 hectares sur les quelque 93 demandés. Saint-Sulpice a aussi obtenu une exemption de la zone agricole pour un lot de 1,4 hectare, alors que sa demande originale touchait quatre secteurs différents

Danger d'étalement

La CPTAQ a estimé qu'acquiescer à la demande de la MRC pour répondre aux besoins d'un manque anticipé d'espaces, constituerait une invitation aux autres MRC et municipalités composant l'espace régional à poursuivre leur développement, sans souci de densification, et sans égards à la limite

tude, équivaldrait à encourager, jusqu'à un certain point, l'étalement urbain».

En appel de cette décision de 2008, la MRC plaideait que la CPTAQ avait commis plusieurs «erreurs déterminantes». Elle reproche ainsi à la CPTAQ d'avoir justifié son refus, en partie, par la crainte d'un effet d'entraînement qui inciterait

d'autres MRC à imiter la banlieue est de Montréal en réclamant d'autres exclusions dans la zone agricole, pour les mêmes motifs.

Selon la MRC, la CPTAQ aurait aussi erré en concluant que sa demande pourrait créer «un danger d'étalement urbain».

Le TAQ ne partage pas ce point de vue. Selon lui, «le risque d'effet d'entraînement n'est évidemment pas un motif suffisant à lui seul pour refuser une autorisation. Mais, il ressort de la lecture de ces paragraphes que les commentaires de la Commission sur les effets qu'une autorisation serait susceptible d'engendrer sont tout à fait pertinents».

Trois ans après cette première décision de la CPTAQ, les mêmes débats ont fait rage ces dernières semaines lors des consultations publiques sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), qui se poursuivent jusqu'à vendredi.

Ce Plan proposé par la Communauté métropolitaine de Montréal prévoit un gel du territoire agricole pendant cinq ans et fait l'objet d'une opposition du monde municipal et économique de la banlieue nord, dont la MRC de L'Assomption fait partie.

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs berline CTS à transmission automatique 2011 (6M99/SA-MMO) et SRX TA 2011 (6M96/ISA). Les frais liés à l'inscription au RDPRM, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada du 1er septembre 2011 au 31 octobre 2011. Des quantités limitées de modèles 2011 sont offertes. Détails chez votre concessionnaire. 2. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de location de 0,9% pour la berline CTS et de 1,9% pour le SRX. Sur approbation de crédit de la Financial Line Corporation. Limite annuelle de 20 000 km; 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Transport (1 350 \$) et taxe de climatisation (100 \$) inclus. Immatriculation, assurance, droits et taxes en sus. Comprend un rabais (avant taxes) de 4 000 \$ pour la berline CTS et de 2 500 \$ pour le SRX. Ce rabais est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. Comprend également un rabais à la location de 1 250 \$ sur le SRX. 3. Programme Entretien Supérieur de Cadillac sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du FIMB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat. À l'exception des programmes de La Carte 0%, de prime pour étudiants et de 6M Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gmc.ca.



PRESTIGE EN LOCATION SANS MISE DE FONDS

LES MODÈLES 2011 CÈDENT LA PLACE¹



SRX 2011

545 \$²/MOIS 0 \$ MISE DE FONDS

LOCATION DE 48 MOIS. TAUX DE LOCATION 1,9%
COMPREND LE TRANSPORT, LA TAXE DE CLIMATISATION
ET 1 250 \$ DE RABAIS À LA LOCATION

BERLINE CTS 2011

444 \$²/MOIS 0 \$ MISE DE FONDS

LOCATION DE 48 MOIS. TAUX DE LOCATION 0,9%
COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



PROFITEZ DES AVANTAGES DU PROGRAMME ENTRETIEN SUPÉRIEUR DE CADILLAC³

CADILLAC DE LAVAL
2800, BOULEVARD CHOMEDEY
450 681-0028

CHALUT JOLIETTE
250, BOULEVARD ANTONIO-BARRETTE
514 861-4859

DESCHAMPS SAINTE-JULIE
333, BOULEVARD ARMAND-FRAPPIER
450 649-9333

GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS
1000, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE
514 769-5353

LE RELAIS MONTRÉAL
9411, AVENUE PAPINEAU
514 384-6380

PLAZA SAINT-LAURENT
10480, BOULEVARD HENRI-BOURASSA O
514 332-1673

VISION LA PRAIRIE
150, BOULEVARD TASCHEREAU
450 659-5471

Cadillac

offrescadillac.ca

Harel briguera la mairie en 2013

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Après Richard Bergeron, Louise Harel a elle aussi annoncé hier vouloir de nouveau briguer la mairie de la métropole en 2013. Mais afin d'éviter le scénario de 2009, la chef de Vision Montréal souhaite une fusion des partis d'opposition pour défaire l'administration Tremblay, une proposition aussitôt rejetée par Projet Montréal.

L'élection de novembre 2009 devait être la dernière de Louise Harel. « Je ne referai pas ça », avait-elle déclaré en entrevue à *La Presse* au lendemain de l'élection. Deux ans plus tard, elle affirme avoir trouvé la motivation

pour monter à nouveau au front. « Quand on regarde les 10 dernières années, avec le scandale des compteurs d'eau, le cafouillage avec la Société d'habitation de Montréal, l'état des finances publiques et la demi-douzaine d'enquêtes policières en cours, je pense que les Montréalais méritent mieux que ça », a-t-elle indiqué lors d'un point de presse, hier.

Avant d'entrer officiellement dans la course à la mairie, Louise Harel devra d'abord se soumettre au vote des membres de son parti. Vision Montréal devra en effet organiser un congrès à la direction en février 2013 pour déterminer son candidat.

Louise Harel est la deuxième à annoncer officiellement sa candidature à la mairie en 2013, après le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, qui en avait fait l'annonce en août. Le maire Gérald Tremblay se dit quant à lui toujours en réflexion pour savoir s'il sollicitera un quatrième mandat.

Pour éviter une reprise du résultat de novembre 2009 où le maire avait profité de la division de l'opposition pour rester en poste, la chef de Vision Montréal a dit souhaiter une fusion avec Projet Montréal. « Ce serait souhaitable qu'il puisse y avoir un front uni et que, d'une seule voix, tous ceux qui

souhaitent un changement à Montréal puissent parler au nom des Montréalais », a-t-elle indiqué.

Projet Montréal a toutefois rapidement rejeté la proposition. « Nous ne voulons pas être associés au lourd passé que traîne Vision Montréal (une centaine d'infractions à la loi électorale auprès du Directeur général des élections et le cas de Benoît Labonté) ainsi que l'immense dette que Vision Montréal a contractée au cours de la campagne électorale de 2009 et qu'ils peinent toujours à rembourser », a répondu par courriel Catherine Maurice, attachée de presse de la deuxième opposition

POUR LA FUSION DES SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

Après le débat sur les fusions municipales, la région de Montréal est-elle prête pour un débat sur la fusion des sociétés de transport? Parmi les 65 propositions adoptées hier par Vision Montréal au cours de son congrès, l'une d'elles propose « la fusion des sociétés de transport de Montréal, de Laval, de la Rive-Sud, de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et un partenariat avec les conseils intermunicipaux de transport (CIT) desservant la troisième couronne ». Louise Harel dit ainsi vouloir mettre un terme aux rivalités ralentissant le développement du transport en commun dans la région.

— Pierre-André Normandin



Bravo et merci d'innover
pour le mieux-être des jeunes!

Félicitations au Phare Enfants et Familles,
organisme gagnant du prix Innovation TELUS 2011.

À TELUS, nous donnons où nous vivons et nous encourageons les organismes de bienfaisance à innover. Nous avons le grand plaisir de reconnaître le travail extraordinaire d'un organisme qui contribue sans relâche au mieux-être des jeunes par l'innovation technologique.



Grâce à un don de TELUS, Le Phare Enfants et Familles a acquis une unité mobile Snoezelen dont l'approche consiste à utiliser les technologies pour stimuler tous les sens de façon interactive. L'unité mobile permettra de faire bénéficier aux enfants qui sont en isolement préventif ou en fin de vie de séances de stimulation ou de relaxation.

telus.com/communautaire

TELUS

Investissement
communautaire^{MC}
Montréal

ACTUALITÉS

Régime sévère pour Rio Tinto

Le tiers de la capacité de production d'Alcan est mis en vente

HÉLÈNE BARIL

Rio Tinto a mis une affiche à vendre sur le tiers de la capacité de production de sa division Alcan dans six pays, et fait savoir qu'elle entendait se concentrer sur ses usines les plus rentables, dont celles du Saguenay au Québec.

La décision, qui vise à augmenter la performance d'une filiale que Rio Tinto a payée très cher juste avant la crise financière de 2008, a été annoncée hier en Australie par le président et chef de la direction de l'entreprise anglo-australienne, Tom Albanese.

Au Canada, ce sera «business as usual», a précisé Jacynthe Côté, chef de la direction de Rio Tinto Alcan, lors d'un point de presse téléphonique. L'entreprise a l'intention de poursuivre ses investissements dans la technologie AP-60 au Saguenay et de mener

à bien l'expansion annoncée de l'aluminerie de Kitimat en Colombie-Britannique. Ces usines sont «dans le premier quartile de la courbe des coûts».

Rio Tinto Alcan met en vente 13 usines, où travaillent 6000 de ses 22 000 employés. Six de ces usines situées en Australie

ont été mises en vente, mais leur sort est plus incertain. Elles continueront d'être gérées par Rio Tinto Alcan «qui étudiera plus à fond les options de cession».

Le contexte économique n'est pas idéal pour vendre ces installations à un bon prix, mais Rio Tinto n'est pas pressée. «Il

La multinationale entend se concentrer sur ses usines rentables, comme celles du Saguenay.

et en Nouvelle-Zélande seront transférées dans une nouvelle unité d'affaires baptisée Pacific Aluminium, qui sera gérée de façon indépendante en attendant d'être vendue.

Sept autres usines jugées non stratégiques par Rio Tinto et situées en France, en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis, sont aussi

n'y a pas d'urgence et on peut attendre que le climat économique s'améliore», a fait savoir Jacynthe Côté.

Le chef de la direction de Rio Tinto Alcan n'a pas voulu dire si les actifs mis en vente étaient profitables ou déficitaires.

Mais toutes ces usines d'aluminium, d'alumine ou de bauxite ont en commun des

coûts élevés, soit pour l'énergie, soit pour l'environnement, a-t-elle dit. Il s'agit quand même d'actifs de qualité, qui pourraient prospérer avec de nouveaux propriétaires, assure l'entreprise.

Au total, les actifs mis en vente comptent pour 15% de la capacité de production de bauxite de Rio Tinto Alcan, 20% de sa capacité de production d'alumine et 33% de sa production d'aluminium.

Selon Jacynthe Côté, Rio Tinto Alcan récupérera rapidement cette capacité avec les projets d'expansion en cours dans ses autres usines de bauxite et d'alumine. «Pour l'aluminium, il nous faudra plus de temps pour revenir à notre capacité de production. On ajoute des tonnes, mais pas au même rythme».

Une fois amarrée, Rio Tinto Alcan devrait être plus profitable. Elle aura toutefois moins

d'envergure mondiale, ce qui devrait se répercuter sur son siège social montréalais.

Avant d'être acquise par Rio Tinto, Alcan projetait d'agrandir son siège social de la rue Sherbrooke Ouest. Ses projets ont été mis sur la glace par le nouveau propriétaire qui avait payé 38 milliards de dollars américains pour l'acheter.

Le gouvernement du Québec avait accepté de maintenir les ententes qui permettent à l'entreprise de produire sa propre énergie à très bas prix au Saguenay, à condition que le siège social conserve une taille et un nombre d'employés équivalents à ce qu'il était avant la transaction.

Depuis, on a appris que l'immeuble abritant le siège social de Rio Tinto Alcan avait été mis en vente et que l'entreprise est à la recherche d'un espace locatif au centre-ville.

DÉFENSE NATIONALE

Le coût d'une maison pour rénover des bureaux de sous-ministres

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le prix d'une maison. C'est la somme dépensée l'été dernier par le ministère de la Défense pour aménager en vitesse quelques bureaux pour un sous-ministre adjoint et une poignée d'assistants.

Des documents obtenus par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information démontrent en effet que le coût de ces rénovations s'est élevé à 375 000\$. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, le prix moyen d'une maison au Canada était de 350 000\$ en août dernier.

Les travaux réalisés consistaient à rénover la «suite exécutive» du sous-ministre de la Défense pour y accueillir le sous-ministre adjoint, faire de la place à quelques-uns de leurs assistants et ajouter une salle de vidéo-conférence. Neuf personnes ont maintenant leurs bureaux dans cet espace du quartier général de la Défense nationale à Ottawa.

Le premier ministre Stephen Harper a annoncé en mai dernier la création de ce nouveau poste de ministre associé de la Défense. À ce titre, Julian Fantino est responsable de superviser

les approvisionnements militaires.

Le document obtenu par *La Presse* révèle que ce projet de réunir tous les sous-ministres dans un seul bureau était discuté depuis l'automne dernier, mais le déclenchement des élections au printemps en a ralenti l'exécution. Or, en mai, la nomination du ministre Fantino l'a remis sur la voie rapide.

Au bureau du ministre Fantino, on a renvoyé la balle aux fonctionnaires. «Surtout au moment où les Canadiens se serrent la ceinture, nous croyons que les officiers du gouvernement doivent gérer les fonds publics avec la plus grande prudence», a déclaré son directeur des communications, Chris McCluskey.

«Dispendieux»

Le critique du NPD en matière de Défense, Jack Harris, s'est montré préoccupé par ces dépenses, d'autant plus que son parti a toujours été sceptique à propos de la création du nouveau poste ministériel. «Ce sont des rénovations dispendieuses pour construire des bureaux liés à un poste de ministre qui n'est pas nécessaire», a dénoncé le député.

Ces dépenses sont d'autant plus surprenantes, a renchéri M. Harris, que le gouvernement est en phase de restriction

budgetaire et réclame de tout l'appareil bureaucratique qu'il se serre la ceinture.

C'est dans ce contexte que récemment, l'utilisation des avions du gouvernement par le chef d'état-major des Forces armées, Walter Natynczyk, a été pointée du doigt: le général a notamment voyagé à bord d'un avion payé par les contribuables pour visiter sa famille en vacances dans les Caraïbes. Les partis de l'opposition ont aussi réclamé des excuses du ministre de la Défense Peter MacKay pour avoir volé à bord d'un hélicoptère pour revenir d'une partie de pêche avec des amis.

Dans les ministères concernés, on affirme que ces dépenses de 375 000\$ étaient nécessaires et qu'elles «réflètent les prix du marché pour un projet de cette envergure mettant en cause un établissement de haute sécurité». Les porte-parole du ministère de la Défense ont précisé que les dernières rénovations dans ces bureaux remontaient à il y a près de 20 ans.

«Le coût initial de ce projet tel que soumis par le ministère des Travaux publics en décembre 2010 était de 500 000\$ à 600 000\$. Le ministère de la Défense nationale a travaillé avec celui des Travaux publics pour réduire ces coûts finaux à 374 495\$, ont ajouté les porte-parole. — Avec William Leclerc

EN BREF

Legault soutenu par le «groupe des 40»

La Coalition pour l'avenir du Québec vient de recevoir l'appui de plusieurs jeunes ex-militants de différentes formations politiques, dont d'anciens présidents d'ailes jeunesse. M. Legault a rencontré hier le «groupe des 40» dans un hôtel du Vieux-Montréal. Il s'agit de 40 jeunes professionnels de 40 ans et moins, principalement des avocats et des diplômés en administration, qui ont décidé de l'appuyer publiquement. «Je suis très content, car il y a des jeunes provenant de tous les partis politiques, incluant du Parti libéral, qui viennent dire: on n'accepte plus l'immobilisme», a déclaré M. Legault qui avait convoqué les médias.

— Daphné Cameon

financement entre les réseaux public et privé. Une garderie privée subventionnée reçoit de l'État 34,50\$ par jour pour un enfant de plus de 18 mois d'après les données de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ). C'est 37,80\$ dans le cas d'un centre de la petite enfance (CPE). Selon le ministère de la Famille, cette différence s'explique entre autres par le fait qu'une garderie est à but lucratif contrairement à un CPE. — Valérie Simard

Vers une commission d'enquête

Le gouvernement Charest pourrait annoncer la tenue d'une commission d'enquête sur l'industrie de la construction dès mardi. Selon nos informations, le caucus libéral se réunira demain matin pour se pencher sur le sujet. *La Presse* a révélé au début du mois que Jean Charest comptait annoncer la tenue d'une telle enquête avant le prochain congrès du Parti libéral (PLQ) à Québec, prévu la fin de semaine prochaine. La majeure partie de l'enquête se déroulerait à huis clos. — La Presse

Revendications des garderies privées

Des propriétaires de garderies privées du Québec ont manifesté samedi devant le bureau montréalais de Jean Charest, pour demander au gouvernement de réduire l'écart de

La ruée vers l'or!

NOUS ACHETONS VOTRE OR ET ARGENT!

LES PLUS HAUTS PRIX DEPUIS DES ANNÉES

Aucun rendez-vous nécessaire

Bijoux, pièces de monnaie, lingots

Apportez-les aujourd'hui.

ACHAT SUR PLACE - PAS D'ATTENTE

EMPIRE

Lundi-vendredi, 10 h à 17 h

5500, rue Paré 514-737-6586

Venez découvrir pourquoi on est le plus grand!

2 salles de montre sur 3 étages!

Surface de 45 000 pieds carrés!

Plus de 250 véhicules à l'intérieur

Elantra L 2012

2,9% FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 84 MOIS!*

OFFRES DE LOCATION AUSSI DISPONIBLES!

À PARTIR DE **17 359\$**

PLUS DE 30 000 NOUVEAUX FANS[†] EN 2011, ET ÇA CONTINUE.

N°1 DES VENTES AU QUÉBEC EN 2011

HYUNDAI | EQUUS

SAINT-LAURENT

Le plus grand concessionnaire Hyundai à Montréal

100, boul. Montpellier (coin Métropolitain), Ville Saint-Laurent

514-748-0100 www.hyundai-montreal.com

GARANTIE 5 ANS 100 000 KM

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS

Aut. des Laurentides

Aut. Métropolitaine

Aut. de la Côte de Lévis

Prix du modèle montré: Elantra L 2012, transmission manuelle 6 vitesses à 17 359\$. Frais de 115\$ (taxe des pneus 15\$ et taxe climatiseur 100\$, si applicable), livraison et de destination de 1 495\$. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. *Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services Financiers Hyundai. Ex. de financement: 17 359\$ à un taux de 2,9% équivalent à des mensualités de 228,59\$ pour 84 mois. Comptant initial de 0\$. Coût de prêt de 1 842,56\$ pour une obligation totale de 19 201,56\$. Frais de 115\$ (taxe des pneus 15\$ et taxe climatiseur 100\$, si applicable), frais de livraison et de destination de 1 495\$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. †Tous les détails sur place. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir Saint-Laurent Hyundai pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Saint-Laurent Hyundai pourrait devoir commander le véhicule. † La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous conditions normales d'utilisation et d'entretien. †† Voir Saint-Laurent Hyundai pour les véhicules admissibles et tous les détails du programme de remises aux diplômés.

Résultats des tirages du : 2011-10-16

4 4 7 10 A

01 02 06 07 17 03 compl. 05 07 13 34 compl.

20 24 28 30 33 3 512 02 11

36 43 45 48 49 4 4402 22 24 40

54 57 58 63 68

Jour - Mois - Année - Signe

15 MARS 99 - BELIER Extra 0960648

Résultats des tirages du : 2011-10-15

14 24 27 03 compl. 05 07 13 34 compl.

36 39 42 21 27 41

Prochain gros lot (approx.): 3 000 000 \$

649 LOT BONI

04 13 15 20 26 41

05 11 13 14 16 2 0 0 0 0

22 25 26 30 31 3 757 04 14

36 38 41 42 52 4 9970 22 29 33

53 55 56 65 69

Jour - Mois - Année - Signe

31 JUILLET 16 - BELIER Extra 0477067

À chaque tirage du mois d'octobre, le Lotto 6/49 offre un lot boni de 100 000 \$ par année à vie.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Le ministre Bolduc crée un comité d'étude sur les drames familiaux

EXCLUSIF

ARIANE LACOURSIÈRE

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, annoncera aujourd'hui la création d'un comité chargé de trouver des solutions pour limiter le nombre de drames familiaux au Québec. Au cours des derniers mois, quelques histoires terribles de drames familiaux ont défrayé la chronique.

La plus médiatisée aura certainement été celle de Guy Turcotte, ce cardiologue qui a tué ses deux enfants de 5 et 3

ans avant de tenter de s'enlever la vie. Au terme de son procès cet été, Guy Turcotte a été déclaré non criminellement responsable de ses actes.

Cette décision avait soulevé de nombreux débats dans la population et à l'Assemblée nationale du Québec. Le Parti québécois avait entre autres demandé au ministre Bolduc de tenir une commission parlementaire pour trouver des moyens de prévenir les drames familiaux. Le ministre avait d'abord accepté l'idée, avant d'y renoncer, craignant qu'une telle commission n'attire exagérément l'attention sur ces

tragédies au risque d'en provoquer encore plus.

Le ministre Bolduc a finalement décidé de créer un comité pour étudier la question des drames familiaux dans la province. Les travaux de ce groupe se feront de façon plus discrète. C'est ce qu'il annoncera aujourd'hui.

Le président de ce comité sera Gilles Tremblay, qui enseigne à l'école de service social de l'Université Laval depuis une dizaine d'années. M. Tremblay sera entouré d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Le groupe aura jusqu'au printemps 2012 pour notamment

dresser un état de la situation sur les drames familiaux au Québec et analyser ce qui se fait à l'international pour prévenir ce genre de tragédies.

Au cours des dernières semaines, d'autres drames familiaux ont été rapportés dans les médias. La semaine dernière, une mère de Saint-Eustache aurait tenté d'électrocuter ses enfants et de s'enlever la vie. Au cabinet du ministre de la Santé, on explique que le comité ne permettra pas d'éviter tous ces crimes. Mais l'objectif sera de tenter de trouver des solutions pour en diminuer l'incidence.

Les Tunisiens du Canada pourront voter

Les Tunisiens résidant au Canada pourront finalement voter pour leurs représentants. L'organisme chargé de l'organisation du scrutin l'a annoncé hier dans un communiqué, sans fournir d'explication. Le Canada a manifesté ces dernières semaines son agacement d'être inclus dans la circonscription extraterritoriale d'un pays étranger. Des fonctionnaires ont cependant reconnu qu'Ottawa pouvait difficilement empêcher les ressortissants étrangers de tenir un scrutin. Les Tunisiens de Montréal et de l'est du Canada pourront voter à leur consulat ou à l'Espace Famille, du 20 au 22 octobre prochain, de 7h à 19h. - Karim Benessaïeh



Modèle XRS illustré

COROLLA 2011
RABAIS À L'ACHAT COMPTANT
ALLANT JUSQU'À
3817\$*

COROLLA CE 2011
MANUELLE
16 840\$*
- 2 194\$*
14 646\$



VENZA 2011
RABAIS À L'ACHAT COMPTANT
ALLANT JUSQU'À
3939\$*

VENZA 2RM 2011
30 970\$*
- 3 939\$*
27 031\$

Une nuit, je dépannais une Toyota. Puis je me suis réveillé.

**LIQUIDATION
AUTORISÉE PAR
LE FABRICANT
TOYOTA
2011**

DES RABAIS À L'ACHAT COMPTANT
SUR CERTAINS MODÈLES 2011
ALLANT JUSQU'À
7 500\$*
**SEULEMENT
AU QUÉBEC***



Modèle XRS illustré

MATRIX 2011
RABAIS À L'ACHAT COMPTANT
ALLANT JUSQU'À
3847\$*

MATRIX 2011 MANUELLE
À TRACTION AVANT
18 105\$*
- 2 536\$*
15 569\$



Remise additionnelle disponible avec le programme



toyotaquebec.ca **Pensez plus, dépensez moins**^{MD} Programme de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui achètent un véhicule entre le 1^{er} et le 31 octobre 2011 chez un concessionnaire participant de la grande région de Montréal où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. * L'offre du rabais à l'achat comptant allant jusqu'à 2 536 \$ (Matrix 2011 manuelle à traction avant), allant jusqu'à 3 817 \$ (Corolla S, XRS et LE 2011), allant jusqu'à 3 847 \$ (Matrix XRS et 4RM 2011), allant jusqu'à 3 939 \$ (Venza 2RM 2011) et allant jusqu'à 7 572 \$ (Tundra 4x4 CrewMax 2011) est valide pour ces modèles neufs en stock et pour tous les clients au détail qui achètent comptant ou qui financent leur achat avec Toyota Services Financiers (TSF) au taux effectif. Pour connaître les taux effectifs en vigueur, visitez www.toyota.ca. Sauf exceptions, les clients qui optent plutôt pour un taux d'intérêt spécial offert par Toyota Canada dans le cadre d'un programme de taux d'intérêt promotionnels n'obtiennent pas ces rabais. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. * L'offre du rabais à l'achat de 2 194 \$ est valide pour le modèle Corolla CE 2011 manuelle neuf en stock et pour tous les clients au détail qui achètent comptant ou qui financent leur achat avec Toyota Services Financiers (TSF) à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. À titre d'exemple, un montant de 10 000 \$ financé sur 36 mois à un taux de 0 % donne des mensualités de 277,78 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 10 000 \$. † Les prix suggérés du fabricant avant rabais des modèles Corolla CE 2011 manuelle (BU42EM AA), Matrix 2011 manuelle à traction avant (HU4EEM AA) et Venza 2RM 2011 (ZA3BBT AA) de base neufs en stock sont de 16 840 \$ / 18 105 \$ / 30 970 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ / 1 390 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 0 \$ / 100 \$. Les prix suggérés du fabricant avant rabais des modèles illustrés Corolla XRS 2011 (BE4DEM AA) et Matrix XRS 2011 (ME4EEM AA) neufs en stock sont de 24 725 \$ / 25 565 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Recyclez votre vieux véhicule 1997 ou plus ancien et vous pourriez obtenir une remise allant jusqu'à 1 500 \$ à l'achat d'un véhicule 2007 ou plus récent consommant moins de 12 L/100 km. Pour plus d'information, visitez toyotaquebec.ca/faitesdelairi. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 \$) peut différer selon le modèle. ^{MD} Pensez plus, dépensez moins est une marque déposée de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec.

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC



ACTUALITÉS

Le globe-trotter accroche ses souliers

11 ans, 75 500 km et 54 paires de chaussures plus tard, Jean Béliveau rentre à la maison

DAPHNÉ CAMERON

Jean Béliveau a accroché sa 54^e paire de souliers hier soir, après une marche de 11 ans autour du globe. L'homme de 55 ans a parcouru ses derniers kilomètres en sol montréalais entouré de sa famille et de ses proches.

« C'est difficile de mettre des paroles sur des émotions, quand on en vit des millions à la fois. C'est grandiose », a-t-il laissé tomber hier matin après avoir traversé le pont Lachapelle, qui relie Laval à Montréal.

Au bout du pont l'attendait sa conjointe Luce Archambault. Le couple est resté soudé depuis le début de l'aventure. « Enfin! », a-t-elle simplement lancé lorsque son amoureux est arrivé.

Parti en août 2000

Jean Béliveau a quitté le Québec le 18 août 2000 avec 4000 \$, un petit tricycle à bagages et le rêve fou de faire le tour du globe à pied.

Quelque 75 500 km, 4077 jours et 64 pays plus tard, le marcheur de 55 ans a terminé son



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
Jean Béliveau a fait les derniers kilomètres de son périple à la marche de 11 ans à travers le monde en compagnie de sa femme, Luce, hier, à Montréal.

incroyable voyage hier à 17 h sur la place Jacques-Cartier, dans le Vieux-Montréal, où l'attendaient une centaine de partisans.

Lors d'une cérémonie, le député François Ouimet lui a remis la médaille de l'Assemblée nationale de reconnaissance des parlementaires.

Visiblement ému, M. Béliveau a affirmé qu'il était heureux d'avoir fait cette longue route pour la paix et

les enfants. « Qu'allez-vous faire maintenant? », a lancé un badaud dans la foule. « Rien! Je vais me reposer », a-t-il rétorqué à la blague.

En vérité, le marcheur enfilera les entrevues cette semaine. Celui qui a été inspiré par Terry Fox planchera par ailleurs sur l'écriture d'un livre pour partager son expérience.

Il a également remercié ses enfants, sa conjointe et sa

mère. Comment sa famille a-t-elle fait pour lui accorder toute cette liberté?

« On n'a jamais été prisonniers l'un de l'autre. On s'est toujours laissé vivre. Tout le monde a des choses à vivre

« On s'est toujours laissé vivre. Tout le monde on a des choses à vivre et ce n'est pas parce qu'on est en couple qu'il faut "s'accaparer". »

— Luce Archambault, la conjointe du marcheur.

et ce n'est pas parce qu'on est en couple qu'il faut "s'accaparer". Habituellement, c'est plutôt une cause de divorce » a lancé, à la blague, son épouse Luce qui venait le visiter trois semaines chaque année.

La journée de son départ, il y a 11 ans et deux mois, ses enfants Thomas-Éric et Élisabeth-Jane étaient âgés de 20 et 18 ans.

Aujourd'hui, Jean Béliveau

est grand-père de deux petites filles.

« Je suis vraiment fier. Personne n'a fait cela avant lui. C'est le premier au monde », a dit sa petite-fille Lorie, aujourd'hui âgée de 10 ans. « Même s'il y avait de la distance entre nous, l'amour était là pareil », a ajouté sa fille, Élisabeth-Jane.

« Rêveur et optimiste »

Thomas-Éric Béliveau, qui a fait la route avec son père d'Ottawa à Montréal, l'a décrit comme un homme « rêveur et optimiste ».

Ce dernier a marché avec son père à cinq reprises durant son voyage. « La paix et la non-violence font de plus en plus partie de son discours. C'est devenu très important pour lui », dit-il.

Jean Béliveau compte donc continuer à promouvoir la cause des enfants.

« Sur la route, je me suis senti comme un instrument qui portait le message de la paix et de la non-violence », a raconté M. Béliveau.

« Même si j'accroche mes souliers, ma route en ce sens n'est encore pas terminée. »

VOTRE VOYAGE COMMENCE ICI

CONCOURS PARTEZ POUR LA MARTINIQUE

2 VOYAGES À GAGNER

d'une valeur totale de 12 000 \$.

Offerts par **Club Med** et **La Martinique**

SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES

21, 22 et 23 octobre

PLACE BONAVENTURE

Pour participer:

- > Visitez le Salon international tourisme voyages les 21, 22 ou 23 octobre, à la Place Bonaventure;
- > Remplissez le coupon de participation en répondant à la question sur la Martinique et déposez-le dans la boîte prévue à cet effet à l'entrée du salon ou au kiosque de la Martinique.
- > Vous pouvez aussi participer en ligne au www.evasion.tv

Achetez vos billets **EN LIGNE** dès maintenant et **ÉCONOMISEZ 3 \$** Gracieuseté de **TMR**

salontourismevoyages.com

Club Med
TOUS LES BONHEURS DU MONDE

La Martinique
FLEUR DES CARAIÏES
www.lamartinique.ca

PARTENAIRES MÉDIAS: **LA PRESSE** **evasion**

COUPON DE PARTICIPATION

À gagner: deux voyages pour 2 personnes au Club Med Les Boucaniers en Martinique d'une valeur de 6000 \$ chacun. La participation prend fin le 23 octobre à 17h30. Le tirage aura lieu le mercredi 26 octobre 2011.

Nom: _____ Prénom: _____ Âge: _____

Tél.: _____ courriel: _____

QUESTION: Quel est le surnom de la Martinique?

L'île aux fleurs L'île aux couleurs L'île aux douceurs L'île aux cœurs

OUI, je souhaite être informé des offres promotionnelles du Salon international tourisme voyages et de ses partenaires.

Pour être valide, ce coupon doit être dûment rempli. Ce concours s'adresse uniquement aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Le règlement du concours est disponible chez EXPOMEDIA Inc. et ÉVASION. Les facsimilés ne sont pas acceptés à l'exception du coupon imprimé à partir de la version électronique disponible au www.evasion.tv. Pour être déclarés gagnants, les participants devront avoir répondu correctement à la question d'habileté.

NOTRE VIDÉO > ACCOUCHEMENT SUR LE WEB



Sur cyberpresse.ca/accouchement

Une femme d'Ottawa a donné naissance à son troisième enfant en direct sur le web, de chez elle, dans la nuit de samedi à hier. Plus de 2000 personnes ont assisté à l'événement en temps réel.

L'IMPORTANCE DE LA COMMUNICATION

À ne pas manquer la série
Transfert d'entreprises mardi dans

LA PRESSE

Service sans escale vers Kitchener/Waterloo à partir de 89\$ l'aller simple!



Obtenez le double des milles Aéroplan!

Du 19 septembre au 21 octobre 2011, voyagez avec Bearskin Airlines dans n'importe quelle classe de réservation admissible* pour obtenir le double des milles Aéroplan^{MD} sur tout segment de vol. Vous accumulerez ainsi jusqu'à 200 % des milles avec tout vol admissible assuré par Bearskin Airlines.

*Liaisons admissibles: Entre Montréal et Ottawa, Kitchener-Waterloo, Sudbury ou Sault Ste Marie. ^{MD}Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada Inc.

GAGNEZ DU TEMPS!

Destination	A partir de
Ottawa	\$89
Sudbury	\$147
Sault Ste Marie	\$147

Bearskin Airlines
Let the Bear take you there!

Region of Waterloo
INTERNATIONAL
AIRPORT

AÉROPORTS DE
MONTRÉAL

aéroplan

Appelez le 1-800-465-2327
www.bearskinairlines.com

C'EST GRANDIOSE ET C'EST DE RETOUR.

RECYCLEZ VOTRE VÉHICULE EST DE RETOUR D'UN BOUT À L'AUTRE DU PAYS. MAIS SEULEMENT POUR UN TEMPS LIMITÉ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD.



Chez Ford, nous croyons au pouvoir du recyclage. Voilà pourquoi notre programme *Recyclez votre véhicule* est de retour à la grandeur du pays.

Depuis 2009, plus de 50 000 Canadiens ont déjà recyclé leur véhicule chez Ford. C'est suffisamment de véhicules pour faire deux fois le tour de la terre, en plus d'éliminer environ 474 308 tonnes métriques d'émissions génératrices de smog équivalant à 260 000 sacs pleins de rebuts.

Aujourd'hui, animé du désir de recycler davantage, le programme a été élargi de façon à inclure tous les modèles de 2005 ou plus anciens. Ainsi, encore plus de personnes peuvent recevoir une prime pouvant aller jusqu'à 3 000 \$* applicable à l'achat ou à la location de

nos véhicules Ford les plus intelligents, les plus sécuritaires et les plus écoénergétiques comme la Focus, la Fusion, le F-150 et même les Fiesta et Edge, tous deux primés.

Notre objectif consiste à remplacer le plus grand nombre possible de vieux véhicules toujours sur la route avec des voitures, VUS, VUM et camions Ford plus écoénergétiques et moins polluants. Si c'est le moment pour vous de recycler votre véhicule, passez chez un des concessionnaires Ford du Canada et contribuez ainsi à la réussite de cet objectif. Hâtez-vous, car le programme *Recyclez votre véhicule* est de retour, mais uniquement pour une durée limitée.

Pour plus de détails, visitez ford.ca dès aujourd'hui.

Recyclez
votre véhicule
et obtenez jusqu'à

3000\$* en primes additionnelles.

Recyclez votre véhicule datant de 2005 ou avant et obtenez jusqu'à 3000 \$ en primes applicables à l'acquisition de la plupart des véhicules Ford neufs.



Montez à bord.

| ford.ca |

* Le programme sera en vigueur du 1er octobre 2011 au 31 janvier 2012 (la « période du programme »). Pour se qualifier pour le programme, le client doit amener un véhicule de l'année-modèle 2005 ou plus ancien qui est en état de fonctionner (capable de démarrer et de rouler et auquel aucune pièce ne manque), était immatriculé et assuré au cours des 3 derniers mois (les « critères »). Les clients admissibles obtiendront une remise de [500 \$]/[1000 \$]/[2500 \$]/[3000 \$] applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule Ford 2011-2012 neuf parmi les modèles suivants : [Fiesta (à l'exception de la version S)]/[Fusion (à l'exception de la version SE)]/[Taurus (à l'exception de la version SE)]/[Mustang (à l'exception de la version équipée du moteur V6 ultra-avantageux)]/[Escape (à l'exception de la version XLT 4 cyl. à boîte manuelle)]/[Transit Connect (à l'exception de la version EV)]/[Ranger (à l'exception de la version XL 4x2 à cabine simple)]/[Edge (à l'exception de la version SE)]/[Flex (à l'exception de la version SE)]/[Explorer (à l'exception de la version de base)]/[F-150 (à l'exception de la version XL 4x2 à cabine simple)]/[Expedition, Série E]/[F-250-550] – toutes les versions du Raptor, de la Mustang GT 500 et de la Boss 302 et des camions moyens étant exclues (chacun étant un « véhicule admissible »). Les taxes sont exigibles avant la déduction de la remise. Pour se qualifier : (i) le client doit, au moment de la vente du véhicule admissible, fournir au concessionnaire (a) une preuve suffisante qu'il satisfait aux critères, et (b) le formulaire signé autorisant le transfert de propriété du véhicule au recycleur autorisé; et (ii) le véhicule admissible doit être acheté, loué ou commandé à l'usine au cours de la période du programme. Cette offre est réservée aux résidents du Canada et payable en dollars canadiens. Cette offre est transférable aux personnes domiciliées avec le propriétaire du véhicule recyclé. Cette offre peut être combinée avec la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford au moment de la commande à l'usine ou de la livraison, mais non dans les deux cas. Cette offre ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant de l'assistance-compétitivité des prix, de la réduction de prix aux gouvernements, des primes à la location quotidienne et du programme de primes aux parcs commerciaux. Offre d'une durée limitée. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565 3673. ©2011 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

MONDE

Hollande veut «réenchanter le rêve français»

Il remporte haut la main la primaire socialiste contre Martine Aubry



MARC THIBODEAU
PARIS

François Hollande a réussi sa spectaculaire mue politique hier en remportant le second tour de la primaire socialiste française avec une confortable avance sur son adversaire Martine Aubry.

L'ancien premier secrétaire de la formation de gauche, entré en campagne il y a un an alors que personne ne croyait à ses chances, a couronné sa montée en puissance en méritant plus de 56 % des voix contre 44 % pour l'ex-ministre.

«Je veux offrir à la jeunesse de France une vie meilleure que la nôtre: c'est le rêve français que je veux réenchanter», a-t-il lancé en fin de soirée devant des partisans enthousiastes au siège du parti rue de Solférino à Paris.

La «vraie bataille» commence maintenant en vue de remporter le scrutin présidentiel de 2012, averti le vainqueur d'hier.

«Demain, nous avons une autre bataille, qui n'a rien à voir avec celle que nous avons vécue. (...) Nous aurons deux adversaires: la droite et l'extrême droite», a-t-il laissé tomber avant de poser pour les caméras avec plusieurs des candidats défaits.

Il a profité de l'occasion pour tendre la main à Martine Aubry, qui avait multiplié les déclarations agressives à son encontre entre les deux tours



François Hollande a tendu la main à sa concurrente Martine Aubry, qui avait multiplié les déclarations agressives à son encontre dans l'espoir de rattraper le terrain perdu.

dans l'espoir de rattraper le terrain perdu.

Après l'avoir qualifié de représentant de la «gauche molle» et de «candidat du système», la politicienne s'était fait reprocher par l'entourage de M. Hollande d'user de la rhétorique de la droite, voire même de l'extrême droite.

La Haute autorité de la primaire, chargée de veiller au bon déroulement du scrutin, avait cru nécessaire d'intervenir pour demander aux deux candidats «d'éviter les pièges du dénigrement et l'inévitable enchaînement des polémiques».

Martine Aubry avait voulu se montrer rassurante samedi à ce sujet en dressant un parallèle

avec le monde du rugby. Les joueurs «se cognent dessus beaucoup plus fort que nous pendant deux mi-temps... et puis ensuite à la troisième mi-temps, ils font la fête ensemble», a-t-elle déclaré.

Appel à la réconciliation

Pour illustrer ses dires, elle n'a pas mis de temps hier à saluer la performance de son adversaire, intervenant avant même la confirmation officielle de sa victoire.

«François Hollande est ce soir notre candidat. Je mettrai toute ma force pour qu'il soit dans sept mois le président de la République», a déclaré la politicienne, qui retrouve sa fonction de première secrétaire

de la formation socialiste.

Peu de temps avant son intervention, l'ex-conjointe du vainqueur, Ségolène Royal, s'était félicitée de sa «forte avance» et de la «forte participation» au scrutin, relevant qu'ils lui confèrent une double légitimité pour concourir au scrutin ultime.

L'ex-candidate présidentielle, qui avait été très affaiblie par les tiraillements au sein du Parti socialiste en 2007, a lancé un appel à la «réconciliation» en relevant que «seule l'unité» peut assurer la victoire de la gauche au scrutin de 2012.

Le secrétaire général du parti de la majorité, Jean-François Copé a assuré pour sa part que François Hollande aurait dû

obtenir entre «65 et 70 %» des voix du second tour après avoir reçu le soutien des candidats défaits au premier tour.

Embarras à droite

La tenue de la primaire – une première pour le Parti socialiste – et l'engouement manifesté par le public constituent une source d'embarras pour les partisans du président Nicolas Sarkozy, désigné de facto comme candidat de l'UMP pour le prochain scrutin.

Reflétant un sentiment largement partagé, le ministre Xavier Bertrand a reconnu que la primaire était «en train de trouver sa place dans la société française» et risquait de s'imposer aussi à la droite à l'avenir.

Pour l'année prochaine, «nous avons le rassemblement autour du président», a-t-il assuré en parlant du chef d'État, qui a vu sa cote de popularité baisser sous la barre des 30 % en octobre.

L'UMP entend reprendre l'initiative au cours des prochains jours en attaquant le programme du Parti socialiste, qui prévoit plusieurs mesures coûteuses comme le rétablissement de l'âge de la retraite à 60 ans, la création de 300 000 emplois jeunes et le remplacement de milliers de postes de la fonction publique sabrés au cours des dernières années.

«Avec leurs propositions, on ne pourrait pas rester dans la zone euro», a déclaré le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, en évoquant les limites déficitaires imposées par l'Union européenne.

La dirigeante du Front National, Marine Le Pen, qui pourfend les partis traditionnels en les assimilant l'un à l'autre, s'est gaussée de la victoire de François Hollande, le qualifiant de «Chirac de gauche» en référence à l'ex-président Jacques Chirac.

La politicienne d'extrême droite a déclaré que le candidat socialiste n'avait pas l'envergure requise pour occuper la fonction présidentielle et répondre aux attentes des Français, durement secoués par la crise économique.

Maintenant
la référence incontournable.
Déjà plus de 440 000 auditeurs!

RADIO
CIRCULATION
730 AM

VOTRE PREMIÈRE DESTINATION POUR VOUS RENSEIGNER
EN TOUT TEMPS SUR LES TRAVAUX ROUTIERS EN COURS
AINSI QUE SUR LES DIFFÉRENTS TRAJETS DISPONIBLES.

VOUS AVEZ DES INFORMATIONS SUR LA CIRCULATION?
CONTACTEZ-NOUS AU

(514) 790-0231

La circulation,
en tout temps.

radiocirculation.net

Une station COGECO
Diffusion



LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS

Électrocuter les clandestins

Le candidat à l'investiture républicaine Herman Cain a proposé samedi de construire une clôture électrifiée à la frontière mexico-américaine qui pourrait tuer des immigrants illégaux. Au cours de rassemblements partisans au Tennessee, le candidat chouchou du Tea Party a aussi affirmé qu'il envisagerait de déployer à la frontière des soldats munis « de vrais fusils et de vraies balles » pour stopper l'immigration illégale. En entrevue à NBC, hier, le favori des primaires républicaines, selon certains sondages, a soutenu qu'il blaguait. — La Presse

SYRIE

Appel au dialogue

La Ligue arabe a appelé hier, à l'issue d'une réunion extraordinaire sur la Syrie, à la tenue d'une « conférence de dialogue national » d'ici 15 jours au Caire entre le gouvernement syrien et l'opposition, pour mettre fin aux violences et « éviter une intervention étrangère ». Une suspension de la Syrie et une reconnaissance du Conseil national syrien, qui réunit tous les courants de l'opposition, ont été évoquées avant la réunion, puis écartées pour laisser la chance au dialogue, selon un diplomate arabe qui s'est exprimé sous le couvert de l'anonymat. — AFP

AMÉRIQUE CENTRALE

Pluies meurtrières

Le bilan des violentes pluies qui s'abattent depuis une semaine sur l'Amérique centrale est passé à plus de 70 morts et 150 000 sinistrés, qui ont perdu leur maison ou leur récolte, alors que de nombreux moyens de communication ont été rompus. Les deux pays les plus affectés sont le Guatemala, avec 28 morts et deux disparus, et le Salvador, avec 27 morts, la plupart dans des glissements de terrain. Au Honduras, les autorités ont recensé 12 morts, et 7 au Nicaragua. — AFP

ÉTATS-UNIS

Mémorial Martin Luther King

Venues de Géorgie ou du Michigan, souvent en famille, noires dans leur écrasante majorité, des milliers de personnes dont le président Barack Obama ont rendu hommage hier à Washington au défenseur des droits civiques Martin Luther King, et à ceux qui luttent toujours aujourd'hui. M. Obama a inauguré le mémorial Martin Luther King, nouveau monument dans la capitale américaine, en rendant hommage au prix Nobel de la paix et à son message, qu'il a lié aux combats « d'aujourd'hui ». — AFP



PHOTO MANDEL NGAN, AFP



HONDA

**Autant d'espace,
ça rentre dans
le budget.**



**CR-V LX
2011**

En location

0\$

comptant

325\$*

60 mois

Transport et préparation inclus



**Pilot
LX 2011**

En location

448\$^{††}

48 mois

3 995 \$ comptant
Transport et préparation inclus



**Odyssey
LX 2011**

En location

378\$[†]

48 mois

4 185 \$ comptant
Transport et préparation inclus

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

0,9% sur modèles sélectionnés d'Accord et de CR-V 2011

* L'offre de location bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2011, neuf (modèle RE3H3BEV). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 27 980 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. L'offre de location bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur l'Odyssey LX 2011, neuf (modèle Y3H32BE). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 31 680 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. L'offre de location bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le Pilot LX 2011, neuf (modèle Y3H32BE). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 38 540 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix muni. Offres valables seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Et l'autre 98 % ?



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Les manifestations qui ont eu lieu en fin de semaine dans quelque 1000 villes du monde pour dénoncer les dérives du capitalisme ont frappé l'imagination de beaucoup de gens. C'est sans doute la première fois de l'histoire qu'un mouvement citoyen se tient simultanément dans autant de lieux, avec des méthodes et des slogans communs (« Nous sommes les 99 % ! »). De plus, la grande majorité des habitants de la planète partage la colère des « occupants » contre les inégalités générées par un système financier déréglé que les gouvernements semblent incapables de mater.

Sous le charme de la spontanéité du mouvement, rares sont ceux qui ont noté le petit nombre de manifestants qui se sont rassemblés dans la plupart des villes.

L'évidence des injustices est telle que l'élite financière n'ose pas en contester l'existence. « Les jeunes sont en colère contre le monde de la finance. Je les comprends », a laissé tomber Mario Draghi, gouverneur de la Banque d'Italie, bientôt patron de la Banque centrale européenne.

Sous le charme de la spontanéité du mouvement, rares sont ceux qui ont noté le petit nombre de manifestants qui se sont rassemblés dans la plupart des villes. À Montréal, au plus fort de l'« occupation » du Square Victoria, il y avait

au maximum 2000 personnes. Ce n'est pas négligeable, mais c'est beaucoup moins que lors d'autres manifestations. En février 2004, 4000 personnes avaient protesté contre la construction de la centrale du Suroît. Deux ans plus tard, 3000 personnes avaient dénoncé la vente au secteur privé d'une partie du mont Orford.

La région de Montréal compte 3,9 millions d'habitants. Les 2000 manifestants de samedi ne constituaient donc qu'une microscopique minorité des 99 % des résidents de la région prétendument en colère (le vrai pourcentage est certainement moins élevé) contre le système capitaliste. Où était l'autre 98 % ? Trop occupé pour occuper ?

Sauf dans quelques villes européennes, le nombre de manifestants a été modeste, comme à Montréal. La passivité relative de la population canadienne s'explique sans doute par la situation économique enviable que connaît le pays. Mais aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne, on s'étonne que la colère populaire ne se soit pas exprimée plus puissamment en fin de semaine.

On peut penser que l'absence de revendications précises du mouvement Occupy Wall Street, soulignée par plusieurs commentateurs, nuit à la mobilisation. En effet, il est évident que de vagues appels à la justice sociale ne convaincront pas les banquiers d'adhérer à la simplicité volontaire. Parce que la démarche des jeunes manifestants leur paraît naïve, la majorité des gens ne s'y joignent pas, même s'ils sont sympathiques à leurs idées. Si cette hypothèse est juste, les manifestations risquent de s'essouffler.

Pour grossir ses rangs, le mouvement devrait convenir de revendications communes, à la fois ambitieuses, ciblées et réalistes. Pour l'instant, il n'en a pas la volonté. Il n'est pas certain non plus qu'il en aurait la capacité.

RÉPLIQUE

Des idées vachement intéressantes

PASCAL BÉRUBÉ

Député de Matane, l'auteur réplique à la chronique de Patrick Lagacé intitulée « Le droit de vote aux vaches », qui a été publiée le 4 octobre.

Vous semblez croire que l'idée de représentation effective des régions a été inventée par le Parti québécois. Il suffit pourtant de tourner la tête vers Ottawa pour constater que ce principe est consacré depuis de nombreuses années déjà.

À la Chambre des communes, l'Île-du-Prince-Édouard compte quatre députés pour une population totale de 136 000 habitants, soit une moyenne de 34 000 électeurs par circonscription, alors que la moyenne canadienne (le quotient national) se situe à 107 220, soit trois fois plus.

Si l'exemple canadien vous semble trop « soviétique », peut-être devriez-vous tourner les yeux vers le Sud. Chez nos voisins américains, vous constaterez qu'au Sénat, le Wyoming, qui compte une population de moins de 600 000 habitants, a le même nombre d'élus que la Californie dont la population est 66 fois plus nombreuse.

Vous semblez reprocher au PQ de faire la cour aux régions. Nous avons toujours pris soin de les représenter et la raison en est fort simple: nous sommes profondément enracinés dans toutes les régions du Québec depuis nos débuts, y compris dans la région de Montréal. Pour nous, la question n'est pas de favoriser une région plutôt qu'une autre, mais d'assurer à chacune une réelle

représentativité à l'Assemblée nationale. Cette question ne peut être réduite à une simple formule arithmétique.

Quant à l'idée de créer une chambre des régions à Québec, ça vaut la peine de la ruminer quelque temps avant de la rejeter. En prenant connaissance de la transcription du discours de M^{me} Marois au congrès de la Fédération québécoise des municipalités, vous verrez qu'il ne s'agit pas de rajouter une couche d'élus, mais plutôt de remplacer des non-élus inutiles par des élus utiles.

Le Parti libéral de Jean Charest a lancé l'idée, en vue du congrès d'octobre, de transformer le Sénat canadien en chambre des provinces. Oui, oui, vous avez bien lu. C'est ainsi, car le PLQ considère que « le Canada demeure, à ce jour, l'une des rares fédérations dans le monde où les provinces n'ont aucun rôle formel à jouer dans les institutions centrales et presque aucun mot à dire en ce qui touche à la prise des grandes décisions ».

Un Sénat réformé n'y changera rien. Nous proposons plutôt l'abolition du Sénat canadien qui coûte 90 millions de dollars par année et, en récupérant notre argent, nous créerons une chambre des régions à Québec qui permettra de résoudre en bonne partie le problème de représentation des réalités très diverses vécues sur notre immense territoire. Ce serait en quelque sorte un vaccin contre les politiques « mur à mur ».

Avouez que présentées ainsi, ces idées sont vachement plus intéressantes, non ?



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

OPINION

Exiger un bac ?

On devrait plutôt chercher des moyens pour retenir nos infirmières et en former davantage



SYLVIE DORRIS

L'auteure est enseignante en soins infirmiers au Collège de Maisonneuve.

Lors de son congrès annuel, à la fin d'octobre, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) désire se pencher sur le décalage entre la formation des infirmières au Québec, qui peuvent exercer leur métier avec un diplôme de niveau collégial, et les autres provinces, où elles doivent obtenir un diplôme universitaire.

Je ne comprends pas comment ce débat peut avoir lieu dans un contexte où les énergies et le temps devraient plutôt être consacrés à attirer encore plus d'étudiantes vers la profession d'infirmière et à retenir les infirmières actuelles.

Selon plusieurs experts, la pénurie actuelle d'infirmières ne serait que la pointe de l'iceberg si rien n'est fait pour contrer cette situation. La population de plus en plus vieillissante va nécessiter plus de soins et de traitements. Le fait de rendre le bac obligatoire pour l'exercice de la profession risque de nuire aux efforts mis en œuvre pour augmenter ou simplement maintenir un niveau acceptable d'entrées dans la profession.

Tant que notre système d'éducation maintiendra les institutions collégiales, il ne sert à rien de tenter de nous comparer aux autres provinces ou pays où ces institutions n'existent pas, et de comparer leur bac au nôtre. Chacun a ses réalités qui lui sont propres. De plus, nous sommes plus de 70 000 infirmières au Québec: je ne vois pas comment le gouvernement pourrait assumer l'augmentation de la masse salariale que le bac obligatoire imposerait.

Règle générale, il est utile et primordial de se pencher sur une situation lorsque celle-ci devient problématique. J'aimerais comprendre en quoi le DEC au collégial est problématique. Plus des deux tiers des infirmières sont actuellement issues de cette formation, qui semble parfaitement adaptée aux



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Interrogeons-nous plutôt à savoir pourquoi le bac dans sa forme actuelle existe-t-il. Le DEC est tout aussi pertinent, juge l'auteure.

réalités et complexités de notre système de santé en évolution.

À l'examen de l'OIIQ, porte d'entrée obligatoire pour pouvoir exercer la profession, les étudiantes du DEC performant aussi bien que les étudiantes du bac.

De plus, je n'ai jamais entendu parler d'études à l'effet que les infirmières du DEC détenaient un plus haut taux d'erreurs dans l'administration de médicaments, de traitements ou de jugement clinique.

À l'examen de l'OIIQ, les étudiantes du DEC performant aussi bien que les étudiantes du bac.

Donc, en quoi au Québec serions-nous gagnants d'exiger un bac? Je crois que le débat devrait plutôt se situer ailleurs, à un autre niveau. Interrogeons-nous plutôt à savoir pourquoi le bac dans sa forme actuelle existe-t-il puisque le DEC est tout aussi pertinent? Ne serait-il pas temps de se demander à quoi sert-il et comment pourrait-il justement devenir un avantage pour l'infirmière?

Peut-on envisager que le bac devienne une poursuite de formation pour l'infirmière, une spécialité en quelque sorte? Ainsi une infirmière qui se passionne pour la pédiatrie pourrait

poursuivre une spécialité dans ce domaine pendant trois ans et devenir infirmière bachelière spécialisée en pédiatrie.

Je suis à 100 % pour la formation continue et le développement des compétences. Je suis moi-même la preuve vivante que les parcours peuvent être différents mais tout aussi enrichissants. Après avoir obtenu mon DEC et travaillé quelques années dans différents milieux, je suis retournée faire, à temps partiel, trois certificats universitaires en soins infirmiers, ce qui m'a donné un bac « ex sciences ». Tout récemment, j'ai terminé avec succès une maîtrise en bioéthique.

L'OIIQ devrait peut-être retourner faire ses devoirs en tentant de poser un regard neutre et objectif sur la réalité des soins et des besoins réels de la population et s'ajuster ensuite à cette réalité.

Il serait préférable de continuer à chercher des moyens pour retenir les infirmières en place, car plusieurs quittent la profession ou se tournent vers les agences, découragées par les conditions de travail souvent difficiles et le manque de souplesse des hôpitaux. Améliorer aussi les stratégies de gestion du travail pour éliminer le temps supplémentaire obligatoire imposé aux infirmières, ce qui a pour effet d'augmenter les erreurs de toute sorte, en causant du tort aux bénéficiaires.

À BIEN Y PENSER

Le problème actuel est que tous les contribuables sont tenus de financer un pont qui sert majoritairement aux banlieusards. Pourquoi les Montréalais devraient-ils financer par leurs taxes foncières les déplacements de tous? Avec un système de péage, «payer pour rouler» s'appliquerait à tous, et ça finirait par égaliser un peu la donne. Il est temps que les gens réalisent que tout n'est pas gratuit.

— Murielle Gauthier

FORUM

Le dépeçage de Montréal



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Pour les bureaucrates de Québec, la métropole montréalaise n'existe pas vraiment. Son territoire est au contraire dépecé et réparti entre cinq régions administratives différentes.

Ce n'est pas qu'une curiosité technocratique. Cette façon de découper la zone métropolitaine est lourde de conséquences, elle affaiblit la métropole et la pénalise. Cela illustre bien le fait qu'une bonne partie des problèmes de la métropole trouvent leur cause à l'autre bout de l'autoroute 20, dans la Capitale nationale.

Beaucoup des problèmes dont souffre Montréal trouvent leur origine à Québec.

La métropole, ce n'est pas seulement la ville ou l'île. C'est toute la grande zone urbaine qui forme un réseau vivant, fait d'interactions et d'interdépendances, où les gens circulent, pour le travail, les études, le commerce ou les loisirs, dont les activités économiques sont intégrées. Chaque jour, il y a 1 million de déplacements entre l'île et la zone qui l'entoure.

Cette zone urbaine, Statistique Canada la regroupe dans une région métropolitaine de recensement. Elle a également droit de cité dans la Communauté métropolitaine de Montréal. En gros, selon les définitions, elle s'étend jusqu'à Saint-Jérôme au nord, englobe Mirabel et Vaudreuil à l'ouest, L'Assomption et Repentigny à l'est. Au sud, elle s'étend de Beauharnois à Contrecoeur.

Mais dans sa division territoriale et dans sa gestion, pour le gouvernement du Québec, cette zone n'existe pas. L'île de Montréal est une région administrative en soi. Laval aussi. Une partie de la couronne nord fait partie de la région des Laurentides, l'autre, plus à l'est, de Lanaudière. La Rive-Sud, elle, est en Montérégie.

Ce découpage procède d'une conception du territoire qui est une injure à l'intelligence, une aberration, tant au plan géographique, sociologique, qu'économique. Et ça a des conséquences.

La première, c'est d'encourager une dynamique centrifuge dans les portions de la zone métropolitaine qui appartiennent à des régions de la couronne nord et sud. Il n'est certainement pas facile pour ces banlieues de coexister avec une grosse ville. Ce découpage régionaliste les pousse à tourner le dos à la métropole et à s'investir davantage dans une région administrative où elles ont du poids.

Cette logique, on la retrouve dans la plupart des ministères, qui sont découpés de la même façon, et qui ne disposent pas de structures d'intervention métropolitaine, quoiqu'on commence à voir un changement.

C'est sur la Rive-Sud que la chose est plus frappante. Une ville comme Longueuil, qui partage les mêmes ponts que Montréal, fait partie de la Montérégie. Pour les services de santé, elle se retrouve sur le même territoire que Granby, même si elle se trouve à 10 minutes de l'Hôpital Saint-Luc. La planification de ses loisirs se fera en Montérégie, tandis que les politiques de main-d'œuvre seront définies dans une logique montréalaise, même si son économie est intégrée à celle de l'île de Montréal.

Mais pourquoi est-ce ainsi? Sans être adepte de la théorie du complot, il est difficile de ne pas y voir une conception du territoire conçue par des non-urbains qui ne comprennent pas la dynamique urbaine. Et si on pousse la paranoïa un peu plus loin, de soupçonner que ce dépeçage permet de réduire la menace d'une métropole qui compte pour 46% de l'emploi et de la population, et 49% de l'activité économique.

Ajoutons à cela le chaos provoqué par les fusions, les défusions et refusions, qui ne se traduit pas seulement par un nombre d'élus trop élevé, mais aussi par la création d'arrondissements qui rendent la ville ingouvernable. Ou encore le caractère non fonctionnel de l'organisme de coordination régionale, la Communauté métropolitaine de Montréal. Et c'est assez pour conclure que beaucoup des problèmes dont souffre Montréal trouvent leur origine à Québec.

À VOTRE TOUR

Juste un bénévole

... mais sensible aux angoisses, aux frustrations et aux affolements des gens âgés tombés dans l'oubli

CLAUDE PELLETIER

L'auteur est un retraité qui réside à Montréal.

«Pensez-vous qu'il va venir, hier, madame Chose?» Elle ne sait plus les jours, ni même les heures. Elle oublie tous les noms. Elle connaît l'oubli, M^{me} Lafortune, l'oubli du temps et des événements, l'oubli des souvenirs et des gens. De plus en plus, d'ailleurs.

■ ■ ■

Mais sa grande inquiétude est qu'on l'oublie, elle. Que ses enfants oublient leur mère. Sont-ils venus, viendront-ils, là où elle ne sait d'ailleurs plus où elle est? Elle cherche les noms et confond les visages, mélange fratrie et descendance. Inquiète et indécise, elle implore finalement pour aller voir sa maman.

Est-ce que je peux lui indiquer le chemin?

Mais moi, je ne suis qu'un bénévole... à l'écoute des inquiétudes.

Pas un réparateur d'oublis!

■ ■ ■

«Pourquoi on me laisse dans cette merde qui pue?» Il s'enrage de devoir attendre: attendre encore, attendre qui, attendre quoi, attendre pourquoi? Quelquefois, il pleure, pas trop fort, juste pour lui, pour sa dignité. Il a honte, M. Latendresse, honte de son odeur, de ses fesses à l'air.

Tu attends, tu attends tellement que, finalement, tu fais dans tes culottes. Ce n'est pas le beau petit caca d'un enfant. Il est dans un tas de merde qui pue! Il aimerait être tout petit et se réfugier dans une lointaine cachette, comme jadis. Se faire mettre aux couches est une douleur qui gruge insidieusement sa fierté.

Est-ce que je peux chasser ses odeurs?

Mais moi, je ne suis qu'un bénévole... attentif aux frustrations.

Pas un spécialiste de la honte!

■ ■ ■

«Je vais devenir folle, moi aussi, si je reste ici trop longtemps!» Encore des cris, souvent des crises, quelquefois des coups. Des murmures incohérents, des lamentations interminables, des gémissements douloureux. Elle s'inquiète, M^{me} Lachance, de ses peurs, de leurs peurs, de ses plaintes, de leurs plaintes.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE
Claude Pelletier en compagnie de sa mère, Alice Bélisle, au centre d'hébergement Saint-Joseph-de-la-Providence, à Montréal.

On voudrait qu'elle trouve ces situations désopilantes, qu'elle ne s'énerve pas pour rien. Malgré ses mains tremblantes sur ses oreilles et ses grands yeux apeurés, elle panique à son tour et se réfugie au fond de sa chambre, sinon dans un recoin perdu de son cerveau.

Est-ce que je peux ausculter ses pensées?

Mais moi, je ne suis qu'un bénévole... sensible aux affolements.

Pas un maître du silence!

■ ■ ■

«Peut-être que le bon Dieu m'a oublié?» Tout son être est blessé: ses membres sont tordus, sa tête un peu perdue, son ventre creux, son regard fuyant. On le soigne bien, M. Lespérance, on l'alimente régulièrement, on le couche, on le lave de temps à autre, on lui sourit même régulièrement. Il est tellement fragile et très souffrant depuis trop longtemps.

Il est prêt pour le grand départ

depuis plusieurs mois. Il prie beaucoup pour mourir moins lentement; quoi faire d'autre? Pourquoi ces souffrances, pourquoi cette douleur de l'âme, pourquoi cette vie invivable? Il continue malgré tout à implorer avec espérance son Sauveur.

Est-ce que je peux intercéder pour lui?

Mais moi, je ne suis qu'un bénévole... sensible aux angoisses.

Pas un magicien du temps!

■ ■ ■

Je ne suis qu'un bénévole... Juste un bénévole, avec un petit don!

Pour apaiser les peurs et les pleurs pour entendre les plaintes et les craintes pour écouter les frustrations et les frissons pour combler la solitude et la lassitude

Juste un bénévole...

Être ami avec ses élèves sur Facebook?

CHANTALE POTVIN

L'auteure est enseignante de français en 5^e secondaire à la Cité étudiante Roberval et écrivaine.

Depuis l'existence de Facebook, il faut se demander si cette forme d'amitié virtuelle est adéquate pour les enseignants du Québec, notamment ceux du secondaire. En fait, devraient-ils avoir le «droit», moralement du moins, d'avoir des amis qui sont aussi leurs élèves?

Cette question est une de bon jugement et de gestion intelligente de l'amitié. Ce mot perd d'ailleurs drôlement de ses plumes au sein des utilisateurs de ce réseau social mondialisé!

Parlant d'utilisateurs, il y en a de tous les genres. Ainsi, certains, même s'ils occupent des fonctions importantes, tenaient une passoire dans leurs mains quand le jugement est passé. Et la maladie du manque de jugement fait aussi des victimes parmi les enseignants.

À titre d'exemple, un enseignant a convié ses élèves de 3^e secondaire à visiter un «extraordinaire site de poker en ligne»... Un autre a déposé des photos où on le voit, de toute évidence en état d'ébriété, baignant dans un spa, montrant à la caméra une dixième bière comme s'il avait tenu un trophée. Pas fort!

Il faut savoir faire preuve de discernement. Il faut que l'enseignant démontre un esprit critique et trie les photos et les pensées publiables.

Facebook est un paradis pour faire paraître des publicités, et ce, tout à fait gratuitement. Que ce soit pour promouvoir un événement culturel, sportif ou autre, il faudrait se demander si ce média social n'est pas supérieur aux radios locales et régionales.

L'enseignant ne doit pas y étaler sa vie privée, sinon il court à sa perte.

Ainsi, l'enseignant qui utilise Facebook pour promouvoir un événement qui pourrait intéresser ses élèves a tout un pouvoir: lancement de livres, concours d'écriture, diffusion d'une émission ou d'un documentaire pertinent, bons coups et photos de certains jeunes, etc. C'est un cadeau idéal pour passer un message intelligent!

Aussi, l'enseignant doit prendre conscience qu'il est enseignant, d'une certaine façon, à plein temps. C'est illogique d'y écrire sa vie personnelle. C'est là que l'utilisation de Facebook est inappropriée. Il ne doit pas étaler sa vie privée, sinon il court à sa perte.

Ce serait une pure ineptie de lire sur la page d'une enseignante: «Je prends un bain, je sors me saouler et après je me colle avec mon coco toute la nuit». Si cette enseignante veut être la risée de ses élèves pour une partie de l'année, elle a déployé les stratégies idéales pour y parvenir en se comportant ainsi.

Somme toute, même si des gens argumentent ici et là que les professeurs ne devraient pas ouvrir leur propre page Facebook, c'est une condamnation qui ne tient pas compte de la réalité. Les enseignants ont aussi le droit de vivre, d'avoir des contacts, des amis, des pensées...

Or, c'est évident qu'un enseignant ne peut se comporter sur Facebook comme beaucoup de gens peu frieux agissent. Ils doivent bannir les photos trop suggestives et les propos qui pourraient donner des indices péjoratifs sur leur vie privée. C'est une question de jugement et de bon sens.

Une solution? Si. Pour le Québec du moins... Le ministère de l'Éducation et les quelque 80 000 directions d'école devraient s'activer pour penser à informer ou à suggérer des façons de faire en offrant, notamment, une formation universitaire aux nouveaux enseignants qui s'élancent vers cette profession placardée d'interdits.

